

le monde libertaire

Hebdomadaire de la Fédération anarchiste
adhérente à l'Internationale des fédérations anarchistes

n° 1283
30 mai au 5 juin 2002

2 €
ISSN 0026-9433



Pour un Front social



Illustration d'après la Grève de Jules Grandjean

anticapitaliste, antifasciste et antipatriarcal

QUELS que soient les résultats des échéances électorales passées et à venir, nous constatons que les politiques menées en France et en Europe intensifient les logiques de régression sociale et de répression déjà mises en œuvre par les gouvernements de droite comme de gauche.

Cette situation nous conduit à réaffirmer la nécessité pour le mouvement social de reprendre l'offensive. C'est en ce sens que nous appelons à la création ou au renforcement d'un large Front social anticapitaliste, seul rempart au fascisme, aux dérives sécuritaires, à la misère sociale et au patriarcat car aucune solu-

tion réelle ne sortira des urnes.

Nous envisageons ce Front social dans une véritable dynamique de rupture, c'est-à-dire anticapitaliste, antisécuritaire et assurant l'autonomie du mouvement social. Si ce Front social doit être le plus large possible sur ces bases, il se devra donc d'être déconnecté des logiques et échéances électorales.

Ce Front social doit servir de base à la constitution de réseaux d'acteurs et d'actrices du mouvement social dans une logique de solidarité et de convergence des luttes.

Nous pensons qu'un certain nombre de revendications à court terme peuvent être fédéra-

trices, tout autant qu'elles rentrent en rupture avec les logiques capitalistes, patriarcales et étatiques :

1. Gestion directe des retraites dans une logique de répartition égalitaire. Amélioration et gestion collective des services publics (eau, électricité, éducation, transport, santé, etc.) pour aller vers l'extension de la notion de service public à l'ensemble des besoins individuels et sociaux (accès aux logements, aux moyens de subsistance essentiels, etc.).

2. Revalorisation des salaires et des minima sociaux avec une véritable réduction du temps de

travail et sans contrepartie de précarité, de flexibilité et de compressions salariales.

3. Refus du tout-sécuritaire comme organisation des relations sociales.

4. Véritable égalité économique et sociale entre hommes et femmes.

Cet ensemble d'exigences impératives à court terme doit aussi nous permettre de substituer à la logique du profit et de la domination, celle de l'échange social.

Ce Front social et ces revendications ne seront développés et ne progresseront que par

l'action sociale et syndicale directe à toutes les échelles (quartier, lieu de travail, communes, etc.). C'est par la construction d'un rapport de force, s'appuyant sur des pratiques d'autogestion des luttes, de grève générale, de modes d'organisation alternatifs, qu'une véritable alternative crédible au système capitaliste, patriarcal et étatique tout autant qu'au fascisme verra le jour.

**Motion adoptée
à l'unanimité,
le 19 mai 2002**



« Nous n'allons à la recherche ni des médailles ni des bonheurs. Nous ne demandons pas de fonctions de députés ou de ministres. Quand nous aurons vaincu, nous retournerons aux usines et aux métiers d'artisanat d'où nous sommes venus, nous tenant éloignés des charges de chefs pour l'abolition desquelles nous avons tant lutté. »
Durruti, Solidaridad Obrera, 12 septembre 1936

**59^e Congrès de la
Fédération anarchiste**

FOP 2526

Agenda



Vendredi 31 mai

Paris 9°

Hijos organise une fête de 18 h jusqu'au petit matin afin de passer un bon moment ensemble et de réunir de l'argent pour financer ses activités. Au programme : films, expo photos, concert de Cuarteto Cedron, musique et fête toute la nuit au 51, rue de Châteaudun (M° Saint-Lazare ou Trinité-Etienne-d'Orves. Entrée de 5 à 10 euros.

Samedi 1^{er} juin

Arpailargues (30)

Le groupe Gard-Vaucluse tiendra un stand lors de la Fête des libertés qui se déroulera à Arpailargues près d'Uzès dans le Gard. Au programme : débats avec une intervention sur la Palestine, théâtre, Marc Simon (chanson), Baratin de la joie (festif rock), les Déserteurs (punk rock), et (sous réserve) de la techno. Buvette, restauration. Entrée libre à partir de 14 h.

Lyon

Manifestation « contre le fascisme, contre le capitalisme et ses attaques quotidiennes, pour un front social

anti-capitaliste ! » à 14 h, place Bellecour, à l'appel de la CNT, de la FA, d'Act-Up, la Gryffe, le Cafar, le collectif Non à Big brother, le collectif « Murs blancs, peuple muet ».

Lyon (bis)

Rencontre-débat avec Murielle, Benjamin et Cyrille, membres des Missions civiles de protection du peuple palestinien, ayant passé trois semaines dans le QG d'Arafat à Ramallah à 16 h 30 à la librairie La Plume noire (19, rue Pierre-Blanc, Lyon 1^{er}. Tel : 04 72 00 94 10). Débat organisé par l'union locale de la FA.

Mercredi 5 juin

Rennes

Le groupe La Commune de la FA organise à 20 h 30, à la Maison du Champ-de-Mars, une réunion publique sur le thème : les élections passent, les problèmes demeurent. Dans cette réunion seront abordées, notamment, la question des libertés menacées, celles du contrôle social grandissant et de la nécessité absolue des luttes sociales pour offrir une perspective réelle de changement.

Jeudi 6 juin

Paris 11°

Première assemblée d'usagers, pour réfléchir ensemble sur la manière de construire le libre accès aux transports ici et maintenant, organisée par le Réseau pour l'abolition des transports payants. Au CICP, 21 ter, rue Voltaire, à 19 h 30.

Paris 11° (bis)

La Confédération paysanne organisée à 20 heures un débat public « la gestion déplorable et incohérente de l'ESB en matière de santé publique ». À l'Ageca, 177, boulevard Charonne (M° Alexandre-Dumas).

Samedi 8 juin

Paris 11°

À 14 h, manifestation nationale des sans-papiers, de la place de la République à la place de la Bastille.

Paris 20°

La CNT organise la « Fête du livre libertaire » : stands des éditions et des journaux libertaires et anti-autoritaires, livres neufs et d'occasion, buffet-buvette. À partir de 14 heures au 33, rue des Vignoles.

Dimanche 9 juin

Paris 20°

La CNT organise la « Fête du livre libertaire » : stands des éditions et des journaux libertaires et anti-autoritaires, livres neufs et d'occasion, buffet-buvette. À partir de 14 heures au 33, rue des Vignoles.

Radio libertaire

89.4 MHz en région parisienne

Jeudi 30 mai

Si vis Pacem : À 18 h, la résistance non-violente et le changement social, thème de la triennale IRG du 3 au 10 août à Dublin.

Vendredi 31 mai

La mémoire sociale : De 21 h à 22 h 30 l'invité sera Philippe Oriol, historien, pour la sortie du livre de Sébastien Faure Les anarchistes et l'affaire Dreyfus aux éditions CNT/RP.

Lundi 3 juin

Les destinées de l'histoire : À 18 h, avec Jean Préposiet, auteur de l'histoire de l'anarchisme aux éditions Thallandier.

Mercredi 5 juin

Blues en liberté : À 10 h 30, festival d'été I.

Lundi 10 juin

Les destinées de l'histoire : À 18 h, avec Jean Préposiet, auteur de l'histoire de l'anarchisme aux éditions Thallandier.

Mercredi 12 juin

Blues en liberté : À 10 h 30, festival d'été II.

Forum libertaire de l'Est parisien à Montreuil

samedi 8 juin 2002

à La Parole errante
9, rue François-Debergue
métro Croix-de-Chavaux

- 14 h : accueil (café et thé offerts).

- 14 h 30 : 1^{er} débat : « Les formes modernes du capitalisme et de l'État », avec la participation de Sylvie Tissot, auteure de « Stop. Quelle violence? », Thierry Renard, auteur de « le Medef : un projet de société », Antonio Martin, membre du collectif de rédaction des « Temps maudits » et de militant(e)s du RATP (Réseau pour l'abolition des transports payants).

- 16 h : pause musicale avec la fanfare du FMI (Front musical d'intervention).

- 16 h 30 : 2^e débat : « Mondialisation et Internationalisme ».

État des lieux et points de vues des libertaires avec la participation de Corinne Mélis, Frédéric Desoche, Laurent Scapin et Jean-Paul Duarte.

- 18 h : pause culturelle ! (mur peint, textes libres, vidéos, etc.)

- 18 h 30 : 3^e débat, « Résistances sociales et récupération politicienne ».

Enraciner des contre-pouvoirs pour faire vivre la démocratie directe et l'autogestion avec la participation de Nathalie Astolfi, Frédéric Garcia et Philippe Magnani.

- 20 h : repas (plat africain et buffet)

- 21 h : concert avec la participation amicale de Serge Utgé-Royo, et des Chanteurs livreurs

Présents à partir de 14 h 30 :

- Tables de presse, espace enfants (jeux de société et jonglerie), vidéos, expo, mur à peindre, mur textes libres, etc. et buvette !

- Libraires et éditeurs invités : L'Équipage, Publico, service librairie de la CNT, presse Alternative libertaire, La Parole errante, Nautilus, l'In-somniaque, Spartacus, Oiseau-tempête, l'ACL, Syllepse, Agône, Réfractons.

- Associations : Collectif des sans-papiers, RATP, Scalp-Reflex, MIB, Comité Chiapas, Les Instants chavirés, la Ligue des droits de l'homme...

Participation aux frais amicale

Photos et illustrations : droits réservés

Directeur de publication : Jacques Toubert
Commission paritaire n° 0906 1 80740 - Imprimerie : Hebdo 1 (Bernay)
Dépôt légal 44 145 - 1^{er} trimestre 1977 - Routage 205 - Hebdo 1
Diffusion NMPP

BULLETIN D'ABONNEMENT

le monde
libertaire

Rédaction - Administration :

145, rue Amélot, 75011 Paris
Tél. : 01 48 05 34 08 - Fax : 01 49 29 98 59

Tarif	France (+ DOM-TOM)	Sous pli fermé France	Étranger
3 mois 13 n° (hors série inclus)	□ 20 €	□ 32 €	□ 27 €
6 mois 25 n°	□ 38 €	□ 61 €	□ 46 €
1 an 45 n°	□ 61 €	□ 99 €	□ 77 €

Abonnement de soutien : 76 €

Abonnement étranger : les chèques tirés sur des banques hors France subissant une taxe bancaire exorbitante (plus de 15 euros), nous vous demandons d'effectuer vos paiements par virement postal international sur notre compte chèques postal (CCP).

Pour les détenus et les chômeurs, 50 % de réduction en France métropolitaine (sous bande uniquement).

(En lettres capitales)

Nom Prénom

Adresse

Code postal

Ville

Pays

Chèque postal Chèque bancaire

Virement postal (compte CCP Paris 1128915 M)

Règlement à l'ordre de Publico (à joindre au bulletin)

Pour tout changement d'adresse, joindre la dernière bande de routage

Éditorial



68 % DES FRANÇAIS espèrent que l'équipe nationale de football saura atteindre les sommets lors de la Coupe du monde. Si la France perd trop souvent, les abstentionnistes seront-ils incriminés?

Une sorte de nuage amnésique est tombé sur l'Hexagone politique. Les candidatures pour les législatives poussent comme les champignons après la pluie. Les parachutés aussi, et chaque boutique cultive son lopin de terre.

La droite présidentielle la joue « terroir et pères tranquilles », la droite extrême visite les popotes du Languedoc-Roussillon, l'extrême gauche rêve d'un grand parti « à gauche de la gauche ».

Le péril fasciste semble oublié et le monde politicien fourbit ses armes pour allécher l'électorat. Pendant ce temps, Love story II fait des

ravages dans les cerveaux et le ministre de l'Intérieur joue à Stars War.

Les représentants des USA et ce qui reste du bloc soviétique sont maintenant amis. Intérêts militaire et économique, les deux pays trouvent leur compte. « Nous avons prouvé qu'il était possible de respecter les droits des peuples et des pays ainsi que ceux des minorités », aurait dit Bush à Poutine. Les Tchétchènes apprécieront...

Pendant ce temps-là, « la France d'en bas » contemple tout cela en se demandant à quelle sauce elle sera mangée. Quand les anciens protagonistes de la guerre froide deviennent « nouveaux camarades », il y a pour le mouvement social d'ici ou d'ailleurs tout à craindre. L'exploitation de l'homme par l'homme a de beaux jours devant elle avec le duo Poutine-Bush.

Unissons-nous pour enrayer la machine!

Adresse aux libertaires

AUJOURD'HUI, les idées anarchistes refont surface partout sur la planète, ce qui ne peut que nous réjouir. Pour étendre au plus profond dans la société nos convictions, pour engranger l'avancée de nos idées et de nos pratiques, il est indispensable de mettre en commun nos réflexions et nos expériences.

La mise en réseau du mouvement libertaire est le défi de la décennie qui vient. Cette mise en réseau se fera dans le respect de la spécificité de chaque composante du mouvement libertaire. Elle se construira dans les luttes sociales et dans les localités, où les exemples de pratiques communes des libertaires se multiplient déjà.

À tous les niveaux, nous entendons dépasser les conflits qui ont trop longtemps déchiré et affaibli le mouvement libertaire, agir et nous exprimer ensemble chaque fois que cela sera possible, avoir des initiatives communes, bref, aller nettement de l'avant dans la voie d'une réelle coordination des libertaires, en France comme au niveau international.

Cette recherche de coordination ne signifie pas une uniformité de pensée ou une fusion organisationnelle. Des différences d'orientation existent entre les courants du mouvement libertaire. Nous ne disons pas qu'il faut taire ces différences, mais au contraire qu'il est temps de les accepter sans qu'elles soient un obstacle aux débats et à l'action. Car les divergences ne doivent pas masquer l'essentiel : aboutir à une société sans État, sans classes, basée sur le fédéralisme.

De ces échanges pourront naître des idées nouvelles, utiles à l'affirmation d'un combat libertaire contemporain. Les libertaires entendent en effet peser

Motion d'orientation

ensemble dans les débats de société. Ils veulent gagner à leurs idées de nombreux nouveaux militants(e)s et sympathisant(e)s, et évoluer grâce à elles et à eux. Contribuant ensemble à l'affirmation d'un projet libertaire de société sans classes. Ils combattront également les honteuses récupérations et les amalgames démagogiques des soi-disant « libéraux-libertaires » ou des « anarcho-capitalistes ».

Pour avancer vers cette coordination du mouvement libertaire, nous adoptons une première série de résolutions :

1. Solidarité des libertaires face à la répression

Alors que le pouvoir tente de criminaliser les mouvements sociaux et que la répression frappe durement nombre de militant(e)s, l'affirmation d'une solidarité est plus que jamais nécessaire. Solidarité réciproque des militant(e)s et des courants libertaires. Solidarité des libertaires en direction de toutes et de tous les militant(e)s du mouvement social.

2. Mutualisation des informations

Les composantes s'engagent à se tenir mutuellement et régulièrement au courant des mobilisations auxquelles elles sont amenées à participer. Cet échange d'informations peut prendre également d'autres formes : diffusion réciproque des publications dans les librairies, écho fait dans les journaux respectifs des communiqués...

3. S'exprimer ensemble

Des interventions communes des libertaires, tant locales qu'à tous les niveaux, sont souhaitables : tracts, affiches, déclarations, cortèges ou pôles communs dans les manifestations... Autant de possibilités à discuter avant chaque initiative, ces expressions communes ne revêtant aucun caractère « obligatoire » ou « exclusif », elles n'interdisent nullement les expressions et les choix propres à chaque composante.

4. Mener le débat

Loin de vouloir faire taire l'expression d'opinions différentes et même divergentes entre libertaires, cette motion tend à ce que les composantes s'engagent à se voir et entendent contribuer à de véritables débats, y compris contradictoires au sein du mouvement libertaire, mais menés dans l'esprit d'écoute et de respect mutuel. Les attaques malveillantes, les critiques non étayées, les mises en cause des personnes seront évitées. Et, si de graves différends apparaissent, les militant(e)s impliqué(e)s veilleront à chercher ensemble les meilleures solutions.

5. Conduire et coordonner des actions

Cette motion, sans prétendre décider de ce que l'avenir permettra de construire, incite l'ensemble des composantes du mouvement libertaire à agir de manière coordonnée contre le système de soumission et de domination aujourd'hui en place. Elle propose ainsi de participer à la construction de forces décisives de transformation sociale reposant sur la solidarité, l'égalité économique et sociale et l'anti-étatisme.



Motion anti-électorale

LA FÉDÉRATION ANARCHISTE ne peut se féliciter de la victoire d'un Chirac, tout comme elle n'aurait pu se réjouir de celle d'un Jospin ou de qui que ce soit de plus fasciste. Nous rappelons que le principe de la démocratie représentative est d'abandonner sa voix et son pouvoir au profit d'un politicien. À cet égard, rien n'a changé : malgré les taux d'abstention record jusqu'à ce pathétique second tour (les politiques antisociales de droite comme de gauche et l'impunité des élus en sont la cause principale), les élections passent et les problèmes restent...

La majeure partie des partis politiques, des organisations syndicales et des associations a voulu nous faire croire qu'il fallait sauver la République ; celle-là même qui, pilotée de nouveau par Chirac, met en danger nos libertés fondamentales.

À gauche ou à droite, plus personne ne remet en cause une société fondée sur les inégalités économiques et sociales : tous défendent le droit d'opprimer et d'exploiter autrui. Nous n'avons rien à attendre d'eux. À coups de privatisations, de casses du service public, de lois sécuritaires, les gouvernements successifs sont responsables et coupables. Qu'ils ne comptent pas sur le mouvement social pour les sortir du gouffre.

La démocratie ne protège pas de l'extrême droite. Aujourd'hui en Europe, cette dernière est présente dans de nombreux gouvernements : Italie, Autriche, Danemark, Pays-Bas, etc. Les élections n'ont jamais barré la route au fascisme, très souvent, le vote a légitimé les pires canailles ; Hitler

et Mussolini sont arrivés au pouvoir par les urnes, et c'est la chambre des Députés qui a investi Pétain des pleins pouvoirs.

Les abstentionnistes ont toujours été calomnié(e)s. Quand ils et elles ne sont pas accusé(e)s de faire le jeu de la droite, ils et elles sont désigné(e)s comme les responsables des scores de l'extrême droite.

Depuis des années, la social-démocratie et l'extrême gauche parlementaire ont toujours muselé les mouvements sociaux en présentant comme seul débouché possible aux luttes, l'échéance électorale. Aujourd'hui, l'échec de cette stratégie attentiste est patent. Il faut sortir de l'impasse : pied à pied, dans les luttes sociales, dans tous les lieux et espaces, et au quotidien, nous devons développer collectivement des alternatives au capitalisme, au nationalisme, à la xénophobie, à l'État et au patriarcat et proposer un autre projet de société.

Ce projet devra remplacer l'exploitation de tous par la gestion directe de la production et de la distribution des richesses, par et pour la population. Ce projet, au lieu de confier la gestion des intérêts de la population à une minorité de privilégié(e)s, devra structurer l'intervention directe de chacune et de chacun dans les décisions les concernant. Il est de la responsabilité de chacun et de chacune de la faire vivre partout.

Partout, affirmons notre présence. Occupons le terrain, soyons actifs, manifestons. Avec toutes celles et tous ceux qui aspirent à une autre société, construisons une alternative sociale, d'émancipation, de liberté et de justice.

Fête des mères ou défaite des femmes ?

UNE VINGTAINÉ de militants du collectif Contre le Publisexisme et de Mix-cité, accompagnés de quelques sympathisants, a occupé, le samedi 25 mai, pendant près de deux heures, le trottoir devant la Samaritaine à Paris.

Sous forme de happening, nous avons dénoncé les clichés sexistes véhiculés et cautionnés lors de la fête des Mères : un mari machiste à tête de cochon tient au bout d'une corde sa femme, parfaite ménagère stupide et soumise. Celle-ci symbolise les mères, qui doivent s'occuper des enfants et de la maison, tandis que le mari lit le journal ou se prélassait devant une

bière. Avec des cadeaux comme des fleurs, du parfum, un mixer, une pelle et un balai, une éponge et des gants, nous entendions revendiquer l'égalité des hommes et des femmes face aux tâches ménagères et aux soins des enfants.

Au cours de notre rassemblement, quatre scènes ont été jouées sur ce modèle, entrecoupées de manifestations « à l'américaine » : cinq hommes vêtus en femmes tournent avec des pancartes en gesticulant des slogans.

Le bilan de cette action est plutôt positif : beaucoup de gens sont passés devant notre banderole, et nous avons distribué 3 000 tracts. Les réactions de la foule, en

revanche, sont loin d'être toujours encourageantes, ce qui prouve, s'il en était encore besoin, que le travail à faire est encore énorme pour faire évoluer les mentalités dans le sens de plus d'égalité et de respect envers les femmes.

*Une fois par an,
« Merci, maman ! »
Sois la boniche,
Le reste du temps !*

Fabrice

groupe Claaaaaash de la FA, pour le collectif Contre le Publisexisme



Police secours ?

Lundi 20 mai, un militant anticorrada, grimpé sur un mur des arènes de Nîmes, déploie une banderole aussitôt arrachée par un officier de police. Alors que les manifestants sortent une seconde banderole sous les huées de la foule, un spectateur, membre du groupe Gard-Vaucluse de la FA, intervient pour que la police ne laisse pas les gens tirer sur la banderole au risque de faire tomber le grimpeur. Interpellé, gardé à vue pendant cinq heures, et inculpé de violence à agent, il sera traduit en procès le 17 octobre ; voici une belle démonstration que lorsqu'il y a une mise en danger de la vie d'autrui, il ne fait pas bon critiquer l'action ou l'inaction de la police.

Groupe Gard-Vaucluse de la FA

Suède

Göteborg, un an après

À GÖTEBORG en 2001, pour la première fois lors de la tenue d'un sommet international des chefs de gouvernement, la police a tiré à balles réelles sur des manifestants. Elle a failli tuer une personne et en a blessé deux, l'une d'entre elles étant un simple spectateur. Au moment du sommet, alors qu'elle présidait l'Union européenne, la Suède a établi un record dans la répression, surtout en ce qui concerne sa stratégie policière de prévention, des politiciens et des médias accusant les manifestants d'être des terroristes...

Le résultat est que les sentences judiciaires rendues suite aux manifestations du sommet suédois sont au total 238 fois plus dures que celles de Nice, de Prague ou de Seattle! À Seattle, les gens ont été condamnés à quelques jours d'emprisonnement. À Prague, les sentences ont été suspendues, et nul n'a été emprisonné, même si certains ont été expulsés. À Nice, deux personnes ont reçu chacune une peine d'un mois d'emprisonnement.

En Suède environ quarante personnes poursuivies pour émeutes violentes ont été condamnées en moyenne à douze mois d'emprisonnement. Huit personnes attendent toujours d'être jugées. Pour certaines, des condamnations à un maximum de deux ans et demi de prison ont été prononcées – ce qui représente trente fois la peine maximale prononcée par rapport aux sommets précédents. Au total, il y a 476 mois d'emprisonnements prononcés en Suède depuis Göteborg 2001. Record d'arrestations des personnes aux sommets et d'intimidations policières: la Suède a également établi un nouveau record en termes d'actions préventives contre les manifestants des sommets du monde

occidental. Déjà, lors de la réunion des ministres des Finances de l'Union européenne à Malmö, le 21 avril 2001, la police suédoise a utilisé une stratégie préventive en arrêtant 266 personnes qui se trouvaient dans une manifestation légale et largement organisée de 2000 personnes. C'est la proportion d'arrestations la plus élevée connue, comparée à n'importe quelle autre large manifestation au moment d'un sommet dans le monde occidental depuis les manifestations de 1968.

À Göteborg, la police suédoise a continué sa stratégie d'intimidation en assiégeant, à l'aide de centaines de bennes, 500 personnes se trouvant à l'intérieur d'une école alors qu'aucune action n'avait lieu dans la rue. La police, finalement, a perquisitionné l'école à la recherche d'armes mais ils n'en ont pas trouvés. Le jour suivant une autre action d'intimidation de la police a eu lieu contre une manifestation où les gens ont commencé à se rebeller et à lancer des pierres que les policiers leur renvoyaient. À la fin de la journée, la police a attaqué une fête de rue, ce qui eut comme conséquence des affrontements.

929 personnes ont été arrêtées ou mises en garde à vue pendant le sommet de Göteborg, la majorité des arrestations ayant eu lieu lors de la descente policière dans l'école.

Le 5 juin, protestez contre la criminalisation des manifestations!

Ce nouveau modèle suédois, de tirer à balles réelles lors de manifestations et de perquisitionner des écoles où les manifestants avaient leurs dortoirs, leurs réunions et leurs équipements informatiques a été appliqué au sommet du G8



Göteborg 2001

de Gènes avec des méthodes bien plus brutales. Le résultat des actions répressives du gouvernement italien n'a pas été encore établi mais il faut se rappeler que le gouvernement suédois a fixé les normes que d'autres maintenant peuvent suivre.

Le 5 juin aura lieu la commémoration mondiale de la conférence de l'ONU sur l'environnement organisée par Olof Palme, Premier ministre en 1972. Ce fut la première fois que des mouvements populaires tinrent un contre-sommet alliant manifestations et échanges avec les délégations officielles d'un sommet. En 2001, le gouvernement suédois a préféré rendre les sommets antidémocratiques et sans précédent au niveau de la répression et de la criminalisation.

Nous appelons à manifester le 5 juin 2002, une semaine avant la date anniversaire du sommet de l'UE, les 15 et 16 juin, afin d'exprimer l'opinion publique suédoise et internationale des actions répressives inacceptables faites par le gouvernement suédois! À Göteborg, une manifestation et une conférence seront tenues le 15 juin, et nous appelons maintenant à la solidarité internationale.

Les organisations: Friends of the earth Sweden, Trade, SAC, Démocratie par le net, etc. appellent à des manifestations pacifiques devant les ambassades suédoises, consulats ou endroits semblables afin de soutenir les personnes emprisonnées et afin d'arrêter la criminalisation, la répression des manifestations et du mouvement critique de globalisation.

Remettez une pétition, faites un sit-in ou une manifestation de solidarité avec les Suédois et les mouvements populaires internationaux contre le gouvernement suédois!

Agence de Presse A-Infos

- Plan Colombie -

Déclaration de libertaires de Colombie

NOUS REFUSONS l'escalade guerrière que représente la fin des négociations entre le gouvernement et la guérilla. De la même façon, nous rejetons également la version officielle à propos de la séquestration d'un sénateur car il y a des preuves que cette escalade était prévue depuis longtemps. Le Plan Colombie nécessiterait cette escalade comme prétexte pour que l'État puisse continuer son négoce d'armes avec les capitalistes nord-américains.

Nous considérons que la réponse adéquate réside en une opposition radicale à la guerre, qui doit reconnaître que la guerre ne diminuera pas sans concessions de l'État. Cette opposition doit inclure la résistance civile généralisée pas seulement contre les attaques de la guérilla, mais en une résistance civile basée sur:

- L'action directe et la désertion dans les rangs militaires;
- Des campagnes de refus de payer la guerre de l'État et de la bourgeoisie contre la population; par exemple en refusant de payer la facture des services publics;
- Des arrêts de travail et des grèves, et même une grève politique pour la paix.

Nous rejetons la manière dont les politiques (des maires comme A. Mockus) appuient la résistance civile quand eux-mêmes approuvent les mesures anti-populaires. Nous dénonçons la façon cachée dont les médias et particulièrement les journalistes de télévision utilisent les images d'actes terroristes pour créer la désinformation et l'angoisse parmi la population, comme une méthode pour amplifier la manipulation obéissant à une politique de parti pris.

Nous militons pour une révolution sociale qui vienne après la guerre et qui ne soit pas menée par une avant-garde armée mais où tous participent. Historiquement, il a été démontré qu'une opposition autoritaire et hiérarchisée ne fait que créer une nouvelle élite de bourreaux, où l'oppression et l'exploitation persistent malgré le maquillage.

Nous considérons important de nous opposer à cette guerre en centrant nos analyses sur ses causes: la défense à tout prix des bénéfices que l'État colombien et le capital national et étranger obtiennent par l'exploitation de la grande majorité des Colombiens. Ce qui inclut les marchands d'armes, les narcotrafiquants, les politiciens, les médias, les grands propriétaires et les financiers; et tous ceux qui petit à petit s'enrichissent avec la guerre, avec le sang de la population et la souffrance d'un nombre chaque fois plus grand de Colombiens.

Cet appel est signé par: Revista *El Horizontal*, El CASO (Medellín), Colectivo Anarcopunk Contracorriente, Colectivo Los Amigos de Lopez, Colectivo Los Rodillones, Taller de Estudios Anarquistas

Transmis par les relations internationales



Proche-Orient

Arrêter le massacre

LES MASSACRES au Proche-Orient et les réponses à y apporter suscitent des questions et des prises de position au sein du mouvement anarchiste. *Le Monde libertaire*, dans son n° 1278 a contribué au débat en passant les contributions de deux copains dont les conclusions s'opposent. Pour Tsinahpah, « la solution de la paix se trouve dans la création d'un État palestinien » même si l'on peut émettre beaucoup de réserve quant à cette future structure étatique; pour Ronald Creagh, au contraire, il est paradoxal pour un libertaire de « réclamer l'autonomie d'un peuple et [de] le doter d'un État ».

Trois sortes d'arguments sont avancés pour justifier ce refus d'un État palestinien et, partant, le refus de s'associer à toute protestation où nos voix se mêleraient à celles des autoritaires et intégristes de tous poils.

En premier lieu, nous dit Ronald Creagh, « l'État d'Israël fut une erreur » et seule une structure fédérative palestinienne « sur des bases affinitaires » est concevable.

Deuxièmement, le mouvement libertaire ne peut guère peser sur les événements et « la décision d'un État se fera sans demander (notre) avis ». En outre, la notion d'État peut recouvrir n'importe quoi, et elle n'est mise en avant que pour des considérations géostratégiques.

Enfin, même compte tenu de l'urgence humanitaire, nous ne pouvons, d'un point de vue éthique faire le jeu du Hamas, du Hezbollah ou d'Arafat en entrant dans leur logique de pouvoir étatique

Se retirer du jeu ?

On peut répondre et retourner point par point à cette argumentation.

1. Historiquement, la Ligue arabe a proposé en 1946 la création d'un État unique où Juifs et Arabes seraient associés sur une même base légale. En 1947, les Nations unies ont voté une résolution pour que deux États indépendants, mais associés économiquement, naissent en Palestine. On sait ce qu'il en advint. La structure fédérative dans sa version étatique a été rejetée et, pour ma part, sauf dans un avenir pour l'heure improbable, je ne sais pas ce que signifie une « fédération palestinienne sur des bases affinitaires ». Israël est peut-être une « erreur » mais, en quoi l'est-il plus ou moins que la France ou les États Unis ?

2. L'argument de la faiblesse du mouvement libertaire, me semble véhiculer une stratégie implicite. Incapables d'agir avec une visibilité suffisante sur les grandes questions du moment, les anarchistes doi-

vent-ils se « retirer du jeu » et faire autre chose ? J'ai entendu certains copains défendre cette thèse. Elle en a même conduit certains à s'installer dans des zones reculées pour y prôner un nouveau mode de vie. Tout ceci est respectable mais ne me semble pas politiquement rationnel. Si faiblesse il y a, sera-t-elle moindre ici ou là ? Bien sûr, par des actions exemplaires, nous pouvons toujours ensemencer les esprits. Mais qui peut croire qu'une véritable lutte pour l'insoumission et la désertion dans des pays en guerre supporte le bricolage et puisse se décider sur un coin de table à des milliers de kilomètres ?

Au surplus, aider les déserteurs de l'un et de l'autre camps, c'est certes aider les plus conscients mais peut-être pas les plus exposés. La guerre moderne s'en prend essentiellement aux civils, sans exclure les femmes et les enfants. L'urgence, c'est d'arrêter la main qui égorge qu'elle soit juive ou arabe. Même s'il faut, pour cela, entrer dans les vues réelles ou supposées de l'Oncle Sam en faveur de la création d'un État palestinien.

3. L'argument éthique qui voudrait qu'il ne faut pas cautionner les intégristes en manifestant est d'autant moins bienvenue, dans ce cas, que l'on sait bien qu'en Palestine comme dans nos banlieues, les intégristes ne prospèrent que sur la misère, l'ignorance et la violence économique faite aux populations. En paraissant nous désintéresser du combat politique et des souffrances du peuple nous contribuons un peu plus à le jeter dans les bras de tous les apprentis tyrans et dans tous les extrémismes du désespoir. Naturellement, on peut toujours penser que quelques libertaires de plus ou de moins dans une manif ne changent rien à l'histoire. Mais, dans ce cas, on peut tout aussi bien dire que les manifestations sont toutes sujettes à caution. Après tout, Sacco et Vanzetti, en dépit de foules énormes en leur faveur, n'ont pu être sauvés. Était-il, pour autant,



Alex Clergue
Individuel EA, Montpellier

inutile alors de manifester ?

À la vérité, aucune position n'est confortable, comme le font bien ressortir les deux copains dans leur analyse respective. Mais, c'est toujours le cas. Les situations politiques ne sont pas peintes en blanc et noir à notre intention.

Ceci pose, à mon avis, une question de fond. Pour analyser et agir, nous disposons avec la pensée anarchiste d'une méthodologie qui repose sur le fait de toujours privilégier la liberté et l'autonomie des individus. Est-ce que cela signifie que nous devons vouloir retourner ou rester à des stades pré-étatiques ? Ce serait croire au bon sauvage de Rousseau. Or, même un ethnologue aussi soupçonneux vis-à-vis des États contemporains que Pierre Clastre fait remarquer que d'une part la violence « sauvage » est souvent atroce (avec, par exemple, des rites initiatiques épouvantables ou des tortures infligées aux ennemis) et, d'autre part, que le poids de la routine tribale peut être écrasant.

Prendre acte d'une réalité

Par ailleurs, partout dans le monde, les peuples qui ne se sont pas constitués en État-nation ont été balayés ou sont dominés. Y compris, effectivement, les Corses ou les Bretons, mais dont la situation me paraît infiniment moins dramatique que celles des Palestiniens. Peut-on reprocher à ces derniers de tirer de l'Histoire une leçon de survie qui passe par la constitution d'un État ? Évidemment, si Israël dissolvait ses structures étatiques dans un grand élan fraternel et si, parallèlement, les politiciens arabes cessaient de voir dans les Juifs un facile bouc émissaire pour ne voir que des individus, et si, et si... on pourrait alors envisager, du point de vue palestinien, de renoncer à cet État bouclier. Nous en sommes loin.

Soyons clairs, les anarchistes sont contre l'État parce qu'il divise les hommes entre gouvernants et gouvernés. Ils ne sont pas contre les « services publics » ou l'action collective ordonnée. Y compris pour assurer la survie d'un groupe menacé. Nous prônons la disparition de l'État en tant que manifestation oppressive. Mais, il est évident que l'absence d'État palestinien ne fait que renforcer la domination et l'oppression de l'État d'Israël. C'est si vrai que même l'Étaticule virtuel qu'incarne Arafat est devenu insupportable à Sharon. En manifestant avec les soutiens de la cause palestinienne, nous n'exonérons en rien, dans le futur, les politiciens, les religieux ou les exploiters. Nous ne légitimons pas plus l'État en soi. Nous prenons simplement acte de la réalité présente et de la barbarie croissante à laquelle elle conduit si on laisse les choses continuer ainsi.

Pas de frontières !

Appel du réseau No Border pour un campement international à Strasbourg en juillet 2002

LA LIBERTÉ de mouvement et d'installation est un besoin humain fondamental. Les migrations sont un fait, leur autonomie n'a pas pu et ne peut pas être soumise à des règles, comme les États et les institutions transnationales le voudraient. L'émigration est une conséquence de l'exploitation économique, de la répression politique et des guerres, mais aussi de l'intérêt légitime des gens pour trouver des conditions de vie meilleures ou différentes. La liberté de mouvement pour toutes et tous doit devenir une réalité pour laquelle nous avons à nous battre par tous les moyens nécessaires.

La liberté de mouvement a été une revendication centrale ces dernières années quand des groupes de base ont commencé à organiser les campements de No Border contre les frontières militarisées autour de l'Europe, avec leurs armes, leurs technologies de contrôle et le soutien raciste de beaucoup de gens. C'est le contraire de notre rêve qui est de créer un monde sans frontières.

Nous vivons dans un système capitaliste mondial qui divise les gens. Le système d'exploitation et d'exclusion est soutenu par les frontières internes aussi bien qu'externes de la forteresse Europe ou de ce qu'on peut appeler la « Schengenie ». Il s'appuie sur des lois racistes et sur la barbarie des détentions et des expulsions. Des milliers de gens sont mort(e)s à cause du régime des frontières.

Europe sous contrôle

Nous assistons actuellement à un renforcement de l'appareil répressif de l'État à travers le monde. Si le contrôle des populations locales et des mouvements des personnes à travers les frontières n'a rien de nouveau, il s'est accéléré depuis qu'après les attaques contre le World Trade Center et le Pentagone, les gens au pouvoir ont profité du prétexte de la « guerre contre le terrorisme » pour faire passer de nouvelles mesures de contrôle draconiennes. En Europe, après la proposition d'une police anti-émeutes européenne, nous avons maintenant le projet de mandat d'arrêt euro-

péen et l'adoption d'une législation « anti-terroriste » commune. Sous le prétexte de « lutter contre le terrorisme », le but véritable est d'augmenter le contrôle sur la vie quotidienne et les luttes de tout le monde.

Nous cherchons à agir concrètement contre les instruments du contrôle d'État dans toutes ses formes qui prolifèrent. Comme partie de cette lutte, le réseau No Border organise un campement à la frontière pendant l'été 2002 à Strasbourg. Strasbourg abrite le Système d'information de Schengen (SIS), une pièce centrale de la machine à contrôler. Cette base de données pour la recherche et le contrôle, avec des dizaines de milliers de terminaux à travers l'Europe, vise avant tout les immigré(e)s. Cependant, elle n'est pas utilisée seulement aux postes frontières, mais sert aussi à étendre le contrôle de l'État à chaque coin de rue. Le SIS peut être consulté instantanément pour déterminer si quelqu'un est recherché pour être expulsé ou arrêté, aussi bien que pour fournir d'autres informations utilisées pour surveiller les mouvements et les activités d'un individu.

Laboratoire de résistance

Contre cet instrument de contrôle et de répression, nous voulons être présent(e)s à Strasbourg avec nos actions de protestation et notre critique des institutions européennes et des intérêts qu'elles représentent.

Nous voulons nous battre contre toutes les formes d'exploitation et de division, en travaillant ensemble à créer de nouvelles formes de coordination et de résistance. Nous voulons créer une plate-forme d'échange d'information et d'expérience entre les groupes et les individus impliqués dans différentes luttes politiques dans une perspective d'émancipation anticapitaliste. Nous voulons travailler avec les groupes autonomes d'immigré(e)s. Nous voulons relier des gens qui travaillent avec des pratiques politiques différentes et viennent avec des expériences locales variées.

Le campement inclura une diversité d'actions directes depuis les manifestations publiques jus-

suite page 6



Guerre du pétrole

Bush essuie un revers au Venezuela

S I LE VENEZUELA n'avait pas été classé par Bush dans le clan de l'« axe du mal », c'est que la chute de Chavez paraissait proche et que, à l'inverse de ce qui se passe en Irak, en Iran et en Corée du Nord, les États-Unis comptaient dans le pays des alliés sûrs qui avaient déjà sérieusement entrepris la déstabilisation du leader régulièrement élu.

Une première grève générale appelée en décembre 2001 par le patronat et les professions libérales, et très directement inspirée des méthodes utilisées au Chili pour faire tomber le gouvernement légal d'Allende, n'avait pas donné de résultat, et une deuxième tentative a donc eu lieu la semaine dernière. Nouvel échec.

Mais ce putsch raté a permis de voir où se trouvaient ses instigateurs et ses bénéficiaires.

Coup d'État d'opérette

Le « gouvernement très provisoire » (deux jours) était présidé non pas par un opposant politique mais par le président du patronat. Il avait rallié à sa cause la direction de la Confédération syndicale nationale, direction corrompue (elle établissait des listes d'éléments « durs » qu'elle communiquait au patronat) et hostile à Chavez et à une partie de l'armée. Son installation a été immédiatement saluée par le gouvernement et les grands médias des États-Unis comme une grande victoire de leurs intérêts. Les premiers actes de ce « gouvernement minute » ne trompaient pas : suspension immédiate des livraisons de pétrole à Cuba, suspension de l'Assemblée nationale, dissolution de la Cour suprême. Une journée après son installation, le FMI toujours si prompt à imposer des contraintes sévères aux pays « mal-pensants » annonçait qu'il était prêt à examiner avec beaucoup de compréhension toutes les demandes du nouveau pouvoir.

Cependant, Chavez, personnage autoritaire mais largement élu et réélu (58 % des voix aux présidentielles de 2000) n'était pas si impopulaire que les putschistes essayaient de le faire croire à l'opinion internationale. La population a réagi, les alliés des putschistes ont vite compris qu'ils avaient été manipulés quand tous les postes du nouveau gouvernement ont été attribués à la droite la plus dure ; et le régiment de parachutistes dont est issu Chavez a repris possession du palais présidentiel tandis que le reste de l'armée se retournait. Pas de bain de sang pour ce coup d'État d'opérette et, contrairement à ce qui a été dit, la dizaine de victimes des affrontements entre manifestants et contre-manifestants à Caracas étaient tous des supporters de Chavez abattus par des tireurs montés sur les toits.

Ce retournement de situation ridiculise les États-Unis qui avaient organisé du 5 au 7 novembre 2001 une réunion regroupant le Pentagone, le Département d'État et l'Agence nationale de sécurité (NSA) pour discuter du « problème vénézuélien » et qui ne vont probablement pas s'en tenir là. Le Venezuela reste en effet le troisième exportateur mondial de pétrole et le détenteur des plus importantes réserves connues après l'Arabie Saoudite. Il couvre un tiers des énormes importations des États-Unis. Il exerce la présidence de l'OPEP et est le plus ardent défenseur d'une politique de prix stable (autour de 25 \$ le baril), assurant des revenus réguliers aux producteurs. Il alimente Cuba malgré l'embargo. Chavez entretient des relations amicales avec deux autres ennemis de Washington : Saddam Hussein et Khadafi. Il a condamné les attentats du 11 septembre mais a critiqué la politique de Bush en disant qu'elle répondait au terrorisme par le terrorisme. Il a décidé d'augmenter les taxes sur le pétrole à l'exportation. En politique intérieure, il a pris des mesures de distribution des terres inoccupées aux paysans pauvres (au Vene-

zuela, 2 % de la population possède 60 % de la terre), il a réduit l'inflation de 40 % à 12 % et ouvert l'éducation à un million d'enfants supplémentaires dans un pays de 24 millions d'habitants et il entreprenait de diversifier l'économie pour ne pas dépendre de la seule activité pétrolière. Bref, Chavez ne veut pas que son pays soit une dictature bananière comme les États-Unis les aiment tant.

Après ce camouflet, Washington pourrait tenter de classer le Venezuela dans la catégorie des États terroristes, mais une intervention trop directe risquerait de déstabiliser encore plus une région déjà bien agitée. La guerre civile continue dans la Colombie voisine, et il est envisagé de positionner des troupes étatsuniennes pour protéger un pipeline appartenant à une société nord-américaine (la Colombie exporte elle aussi du pétrole vers les États-Unis, mais des quantités beaucoup moindres). L'Équateur et le Pérou ne se portent guère mieux.

20 avril : mobilisation aux États-Unis

La « guerre contre le terrorisme » qui prend de plus en plus l'aspect d'une guerre permanente contre tous suscite l'inquiétude dans la population des États-Unis. Des critiques s'élevaient :

– Contre l'énormité du budget militaire au détriment des dépenses sociales.

– Contre l'agressivité en politique extérieure du gouvernement qui ne veut pas voir que le pays devient impopulaire dans beaucoup de pays du monde.

– Contre le racisme qui se répand dans la population à qui la propagande gouvernementale veut faire croire que toute personne de type arabe ou moyen-oriental, qu'elle soit ou non citoyenne des États-Unis, est un terroriste en puissance.

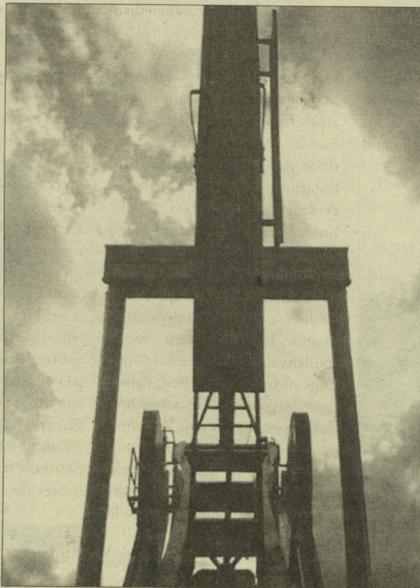
– Contre l'attitude de la police qui place en garde à vue sans motif au vu de la couleur de la peau.

De très nombreux mouvements se sont donc associés pour appeler à une manifestation nationale le 20 avril devant la Maison Blanche pour protester contre la politique guerrière, réactionnaire et raciste du gouvernement Bush. Nous espérons que cette manifestation sera un succès et que le mouvement de protestation s'amplifiera.

C'est la seule façon pour que la classe politique étatsunienne sorte de son hystérie antiterroriste, hystérie qui vient encore de se manifester contre une parlementaire qui demandait au gouvernement s'il n'avait pas eu des informations sur la préparation des attentats du 11 septembre. Cette dame a été insultée et traitée de folle par tous ses collègues alors que de nombreux journaux ont fait état de mise en garde du gouvernement des États-Unis sur des attentats possibles par les services secrets allemands, égyptiens, russes et autres...

Mille Bâbords

Extrait de *Contre la guerre, comprendre et agir*, bulletin n° 21 (61, rue Consolat, 13001 Marseille ou caomaguer@nomade.fr). Pour nous rencontrer : chaque jeudi à partir de 18 heures, sur le quai des Belges)



Brésil

Violences contre la COB

A U BRÉSIL, ce sont les élections « fédérales » qui sont en préparation. La COB¹, peu sensible aux sirènes électoralistes, a lancé une campagne pour l'abstention au moment où démarrait le « sommet social de Porto Alegre ».

Dans ce pays qui a longuement souffert de la sauvagerie des dictatures militaires, un des enjeux de ces élections est de faire accepter à la population la politique du FMI et le remboursement de la dette. Peu ou prou, tous les partis politiques sont d'accord là-dessus.

La COB a constaté que parmi les délégations présentes à Porto Alegre, certains représentaient directement des gouvernements qui exigent le remboursement de la dette de l'État brésilien, lequel remboursement précipiterait encore un peu plus la population dans la misère.

Elle a donc à la fois dénoncé le pseudo « sommet social » et la politique électoraliste. Après l'Argentine, où la révolte populaire a été précédée par des scores records d'abstention (40 %), au Brésil, c'est autour de ce thème et de la dénonciation des politiciens que la contestation se radicalise. La campagne abstentionniste se heurte à la violence de l'État et de certains partis de gauche qui n'hésitent pas à tirer sur les militants abstentionnistes. Mais le peuple ne veut plus ni de la dictature militaire ni de celle de l'argent-roi.

Source A-infos

Extrait du *Combat syndicaliste spécial « Abstention second tour »*

<http://cmt-ait.info>

1. Confédération ouvrière brésilienne, section de l'Association internationale des travailleurs dont la CNT-AIT est la section en France.

2. Deux membres de la COB se sont fait tirer dessus il y a quelques mois par des « inconnus ». Un des compagnons a eu un poumon traversé, et l'autre a perdu une jambe. Les agresseurs, ont récemment été retrouvés, criblés de balles, dans un bidonville. Il s'agissait de mercenaires utilisés par le patronat pour ses basses œuvres. Plus récemment, ce sont des militants du PT qui ont agressé nos compagnons, leur tirant dessus alors qu'ils apposaient des affiches appelant à l'abstention, au refus du prélèvement obligatoire sur le salaire pour la cotisation syndicale et à l'action directe sociale pour les 32 heures.



Suite de la page 5

qu'à des formes de « guérilla de communication ». Le camp sera l'occasion d'une quantité de discussions internationales et d'ateliers et nous avons l'intention de créer pendant dix jours un laboratoire de résistance créative et de désobéissance civile.

Le campement de Strasbourg exprimera notre capacité à déterminer nos propres lieux et temps de présence, d'action et de communication. Nous invitons toutes celles et tous ceux qui sont intéressé(e)s à venir participer à cet événement international, à y contribuer et à le soutenir.

Contacts

Dijon : Espace autogéré des Tanneries, 17, bd de Chicago, 21000 Dijon
Tél. : 03 80 66 64 81 E-mail : tanneries@free.fr

Paris : Collectif Anti-Expulsions Île-de-France
21 ter, rue Voltaire, 75 011 Paris
Répondeur/fax : 01 53 79 12 21
E-mail : caeparis@free.fr

Reims : OCL c/o Egregore BP 1213, 51058 Reims cedex
Strasbourg : Collectif Noborder Strasbourg
13 rue des couples, 67000 Strasbourg
Site web : www.noborder-strasbourg.fr.stfr.st

Toulouse : Le Clandé
9 rue de Guewen, 31000 Toulouse

Site web international : www.noborder.org

Extrait de *Courant alternatif n°119, mai 2002*

Source : A-Infos

Racisme de riches racisme de pauvres



LES IDÉES de Le Pen ? Où ça, ils ont vu une idée ? Il ne joue que sur les sentiments – même pas ! –, sur les pulsions de son auditoire. Ensuite, sans vouloir faire de la peine à Le Pen, il n'a vraiment rien inventé. Et on se berce d'illusions quand on se figure que le racisme se limite à son électorat.

Vous avez dû le constater comme moi, non seulement dans les médias, mais aussi dans les discussions entre collègues, amis ou voisins de manif... Tant qu'il s'agit de cracher sur l'affreux, on s'adore, on se saute au cou. Mais qu'on aborde la question de l'« insécurité », et il y a soudain comme un malaise ! Entre autres, j'ai noté l'attitude de journalistes, médecins, cadres de dimensions diverses, universitaires... Qu'est-ce qu'ils détestent chez Le Pen ?

1. Sa gueule. Il faut avouer que de ce côté, le malheureux n'est pas gâté. Imaginons-le acteur dans un western ou un polar : pas besoin de réfléchir longtemps pour comprendre qui est « le méchant ». En tout cas, pas une tête de chef d'État, sérieuse, distinguée, rassurante.

2. Même racistes jusqu'à l'os, ils se méfient comme de la peste de l'aventure en politique. Ils craignent qu'un présumé fasciste ne rogne leurs droits dans la foulée ! Pour voter FN, il vaut mieux avoir l'impression de ne plus avoir grand-chose à perdre. Alors qu'une bonne droite (ou gauche) classique fera tout aussi bien l'affaire pour instaurer – ou plutôt confirmer – une politique xénophobe et sécuritaire.

3. Voter Le Pen, c'est trop voyant. Les bourgeois ne sont pas racistes. La preuve ? Ils ont des amis « de couleur », un avocat malien, un professeur marocain... Ils n'en ont qu'après les « délinquants », ce qui peut inclure les sans-papiers qui « mettent le pays en danger ». Leur rejet est purement rationnel, objectif, lié à la « réalité des faits ». Ce n'est pas de la haine, mais du mépris. Un mépris qui n'est que l'extension de leur mépris des pauvres en général.

Peu de temps avant le premier tour des élections, j'ai vu une page entière du *Monde* consacrée au « problème de la délinquance et de l'immigration ». Plusieurs articles à l'unisson sur le thème : « Foin d'angélisme gauchiste, il faut s'avouer la vérité : les délinquants ne sont pas des victimes de la Société, mais des salauds congénitaux qu'il convient de punir à grands coups de gourdin à clou pour protéger les braves gens. » Le leader de SOS Racisme n'hésitait pas à renchérir : « La preuve qu'il y a un problème spécifique avec les immigrés, c'est qu'ils sont majoritaires dans les prisons. » En revanche, il ne s'était pas inquiété de leur origine sociale. Car parmi cette majorité, combien aurait-il trouvé de fils de médecins, architectes, hommes d'affaires ? L'argu-

ment massif de tout ce joli monde : la preuve que l'appartenance sociale ne joue aucun rôle, c'est que beaucoup de pauvres restent bien polis et honnêtes. Au mépris de toutes statistiques. C'est comme si on prétendait que l'amiante n'a joué aucun rôle dans le cancer des ouvriers qui travaillaient à son contact, parce que beaucoup de leurs collègues sont demeurés en bonne santé !

Méchants, voleurs, ivrognes, bêtes, mal élevés, sales, racistes : si les prolons en bavent un peu, c'est qu'au fond, ils le méritent bien ! Il faut dire que la misère n'arrange pas souvent le caractère. L'absence de culture non plus. Les politiques qui font de la surenchère pour « plus de sécurité » en font moins pour l'éducation. Dans l'école de mes fils, en ZEP, on compte supprimer des classes. Or, les gamins de la cité voisine ont souvent des parents illettrés, qui parlent à peine français. Vous êtes prêts à parier combien sur leurs chances de faire des études « selon leur choix » ?

De toute façon, que peut-on espérer dans le cadre de cette société ? Vous parlez d'une affaire, si tous les enfants de pauvres faisaient des études supérieures... Qui accepterait de travailler dans une usine ou de balayer les trottoirs ? De nos jours, les mots « délin-

quance » et « immigration » sont devenus indissociables. Ça n'a pas toujours été le cas, ce qui d'ailleurs n'empêchait pas le racisme. Quand j'étais adolescente, dans les années soixante-dix, j'habitais une « banlieue défavorisée », le Château-blanc à Saint-Étienne-du-Rouvray. À l'époque, il y avait peu d'immigrés. Mais autant « d'insécurité ». Les voitures incendiées n'étaient pas à la mode, c'est vrai. La délin-

Toute cette rage accumulée, il faut lui trouver un exutoire. Pas les puissants ! Trop risqué, trop compliqué, trop difficile. Par contre, si on virait les étrangers ? Ça paraît simple...

quance d'alors était bien moins photogénique : pneus crevés, pare-brise fracassés... Mais je peux vous jurer que les « tournantes » existaient déjà (le viol collectif remonte de toute façon à bien plus vieux). Je me rappelle au moins deux copines qui en ont été victimes. Le principe était le même : la fille sortait avec un gars, qui la faisait violer par ses potes en gage d'adhésion à la bande. Dans les deux cas dont j'ai eu directement connaissance, les coupables étaient tous blancs comme des bidets. Pas un Noir, pas un Arabe, rien que des franchouillards bon teint !

Pour les adolescentes, la peur du viol faisait partie des petits réflexes quotidiens. On évitait les abords des sorties extérieures de caves, on ne prenait pas l'ascenseur, parce qu'on

connaissait des filles qui s'étaient fait « avoir » comme ça. Les boutiques du centre commercial se faisaient régulièrement cambrioler. Le garage du coin avait toute une meute de bergers allemands qui aboyaient la nuit entière. Le seul truc qu'il avait trouvé pour décourager les braqueurs... Et puis les bagarres entre bandes (à majorité blanche). Le ballet des profs en dépression dans les classes « de transition », qu'on sur-

nommait « les classes poubelles ». Le ghetto de la Sablière, à Sotteville-lès-Rouen, où paraît-il les flics n'osaient plus mettre les pieds, car les jeunes les bombardaient de cailloux et de canettes de bière ! Oui, mais voilà, de tout ça on ne parlait pas dans les médias de l'époque. « Le problème des banlieues » n'était pas encore un grand sujet de société. Nous-mêmes, le vivions un peu comme une fatalité. C'était pas pire que le reste, les parents abrutis de travail, les fins de mois difficiles qui commencent le premier du mois, l'électricité coupée, la saisie ou l'expulsion pour certains.

Bien entendu, ces « loubards » étaient le plus souvent issus de familles nombreuses, très pauvres, parents alcooliques, enfants plus ou moins livrés à eux-mêmes... À l'époque, on ne parlait pas d'immigrés, mais de « racaille », tout simplement. Qu'il aurait fallu jeter

en bloc dans une maison de correction, ou même en prison, tant qu'à faire. À défaut de pouvoir les renvoyer dans leur pays... Mes souvenirs personnels ne remontent pas plus loin dans le temps. Mais je me suis laissé dire que la cour des Miracles n'était pas composée à 100 % d'immigrés, et que la répression épouvantable de l'époque n'empêchait guère la délinquance !

Les gens à l'aise financièrement n'imaginent même pas ce que signifie la pauvreté. Ce n'est pas seulement la gêne matérielle, les nuits passées à s'angoisser pour les factures. C'est aussi énormément d'humiliations. Ça veut dire ramper devant le propriétaire, le patron, les services sociaux, l'épicier du coin pour une rallonge de crédit. En prime, les prolons ont droit aux petits-bourgeois qui leur font honte d'être mal habillés, mal logés, de ne pas partir en vacances, de parler l'argot mieux que le français... Qui ricane de leur « mauvais goût », de la culture populaire, et s'efforcent de les éduquer. Alors, on se console comme on peut. Les Français situés le plus bas dans l'échelle sociale ne sont quand même pas le fond du panier. Il y a encore une couche dessous : « les étrangers ». Ça oui, c'est de la « vraie racaille » ! En langage psy, on appelle cette attitude : identification à l'agresseur.

Pour quelque raison mystérieuse, les opprimés ont souvent du mal à s'attaquer à plus fort qu'eux, ne serait-ce que par la pensée. Donc, s'ils se révoltent, ça retombe sur leurs pairs, ou mieux encore sur les plus faibles. Quand une grève les emmerde, ils pourraient espérer qu'on donne satisfaction aux grévistes, ce qui aurait bien sûr pour effet de stopper illico la grève ! Eh bien, non, ils préfèrent manifester pour que des ouvriers comme eux arrêtent de réclamer des droits... Je ne peux pas m'empêcher de penser à cette scène de *Full Metal Jacket* : un jeune marin n'arrive pas à suivre l'entraînement inhumain que lui impose un officier. Ce dernier décide de punir toute la chambrée, laquelle ne crie pas à l'injustice, mais se venge plus tard sur le compagnon de galère « responsable de la punition » !

À mon avis, c'est une des causes, un peu le même réflexe qui conduit un prolo à devenir raciste. Toute cette rage accumulée jour après jour, il faut lui trouver un exutoire. Pas les puissants, économiques ou politiques ! Trop compliqué, trop difficile, trop risqué. Par contre, si on virait les étrangers ? Si on augmentait la répression ? Ça paraît simple... mais ça ne marche pas, ça aggraverait plutôt les choses. Cette société a besoin d'un Lumpenproletariat, quelle que soit sa couleur. Et quelle que soit sa couleur, une population volontairement maintenue dans l'ignorance et la misère génère toujours des délinquants.

Sylvie Picard
groupe Élisée-Reclus d'Ivry



© Greenpeace

Défi Areva, une mobilisation en demi-teinte

À TRAVERS le financement du bateau français concourant pour l'America's cup, le consortium nucléaire Areva (Framatome, CEA, Cogema, etc.) tente de se donner une apparence respectable.

Areva est présente à toutes les étapes de l'industrie nucléaire, de l'extraction d'uranium au stockage et au retraitement des déchets radioactifs (La Hague), en passant par la construction et la maintenance des réacteurs nucléaires. Areva est le leader mondial du nucléaire.

En jouant sur l'image, la publicité et le sponsoring sont des moyens de manipulation redoutables dont l'effet est difficilement

mesurable. Il n'est pas innocent que les entreprises dont la vocation est de faire du profit y aient recours. Bien que 91 % de ses capitaux appartiennent à l'État, on peut constater qu'Areva use des mêmes méthodes de manipulation. Qui se rappelle que Vivendi, l'entreprise dirigée par Messier, s'appelait la Compagnie générale des eaux? Ce changement de nom visait entre autres à effacer les scandales liés aux pots de vin versés par cette entreprise à nombre d'élus. Areva a-t-elle donc quelque chose à cacher?

Contre le sponsoring du bateau français par l'entreprise nucléaire, un collectif s'est monté dans le Morbihan autour du réseau Sortir du nucléaire 56. Le bateau est en

effet construit à Vannes, son « baptême » de l'eau prévu à Lorient. Ce collectif réunit des associations antinucléaires et des organisations politiques (Verts, Union démocratique bretonne, LCR) et nous, habituellement investis dans le réseau mais moyennement chauds pour ce projet. Avouons-le tout de suite: nous ne sommes pas friend(e)s de cette America's cup, course de bateaux pour milliardaires en mal de sensation. S'ils aiment tant le risque, nous les invitons à creuser les mines d'uranium au Gabon, avec les protections concédées aux travailleurs...

Diverses activités de rue ont été menées pour faire qu'Areva se désengage. Le week-end du 26 et 27 avril, un « village » associatif sur le port de Vannes a permis d'informer, de projeter le film *Autopsie d'un nuage*, d'installer l'exposition du photographe Paul Fusco sur Tchernobyl. Les manifestations antifascistes ont quand même occulté en partie notre présence. Le collectif voulait marquer le coup les 10 et 11 mai à Lorient, soit une semaine avant la mise à l'eau. Articles de presse, collages d'affiches, concerts et tables de presse n'ont attiré qu'une petite frange de personnes. La manifestation prévue dans le centre ville a eu le renfort de teufeurs et teufeuises qui étaient en protestation contre la confiscation de leur son. Cette manifestation qui a réuni 300 personnes est apparue un peu confuse aux passant(e)s, mais elle était riche en énergie.

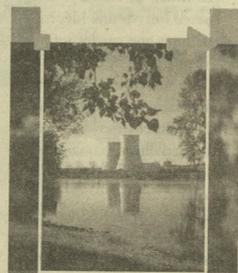
Le concert du soir, bien que gratuit, n'a pas vraiment marché. Nous en avons appris la cause rapidement: alors que nous avions l'autorisation de faire de la musique

jusque 22 h 30, au moment du démontage, un concert de klaxons et un va-et-vient incessant de véhicules d'où jaillissaient nombre d'individus déchaînés, nous a fait comprendre que Lorient avait gagné contre Bastia au foot... Heureux les simples d'esprit, ils iront au paradis! N'empêche, c'était désespérant de beauférie (ça rime!)...

Le week-end suivant fut la mise à l'eau en grandes pompes du bateau. La protestation était plus difficile. Le réseau 56 Sortir du nucléaire et des individus ont un peu perturbé le consensus à l'aide d'une pirogue construite pour l'occasion le vendredi. Greenpeace a néanmoins dépêché un zodiac sur place le samedi. De mauvaises manœuvres du service d'ordre d'Areva ont fait en sorte que le zodiac de Greenpeace cogne et abîme *Areva*. Quel tollé dans la presse: Greenpeace terroriste!

Ce ne sont pas des accidents mais des conséquences

Nous tenons à souligner pour les avoir cotoyés de nombreuses fois, que cet acte n'est en aucune manière une volonté de la part de Greenpeace. Qu'Areva et l'État français prennent leurs responsabilités: le temps et l'argent perdu dans cet incident ne nous regardent pas. Si on parle de terrorisme pour cette éraflure, que dire du sabotage du *Rainbow Warrior* en 1985 qui a provoqué la mort d'un homme? Que dire de la désinformation de l'État français suite au nuage de Tchernobyl? Que dire des déchets nucléaires ingérables, de la santé des mineurs de l'uranium ou de



Le développement durable de l'énergie nucléaire

celles des intérimaires embauchés pour le démantèlement de Brennilis, la seule centrale nucléaire qui a fonctionné en Bretagne?

Aussi qu'ils se désengagent de ce *Défi* nauséabond nous importe peu. Nous revendiquons un désengagement immédiat de la politique meurtrière et liberticide de l'énergie nucléaire. Les dangers que représente cette industrie ne sont pas des accidents mais des conséquences. Nous avons toujours été et serons toujours contre ces logiques de morts, au Carnet comme à Lorient et à l'Île Longue le 29 et 30 juin 2002. Pour une sortie immédiate du nucléaire civil et militaire!

Gaël

groupe FA de Vannes

Stéphane

groupe FA de Lorient

Où l'on reparle d'Enron

rie en surchargeant les lignes pendant les périodes de grosses chaleurs. Là même où les besoins en énergie sont importants, ce qui a contraint l'État californien à payer des sommes exorbitantes pour réapprovisionner la région en

énergie. On a même parlé de blanchiment de mégawatts. La technique consistant à acheter de l'électricité à des prix plafonnés dans un État en déficit d'énergie, la transférer dans l'État voisin et revendre ensuite en faisant grimper les prix, sinon, couic! Subtile amorce de la pompe à dollars dont en théorie les actionnaires de base auraient pu tirer les marrons du fond. Hélas! Trois fois hélas! Le capital social d'Enron envers lequel ses salariés étaient priés d'épargner, n'a pu prospérer, croître et embellir que pour le seul profit des dirigeants. Ces salopards qui avaient créé un fonds de pension pour les futures retraites ont vite interdit la revente des actions, sauf les leurs bien entendu, et ont organisé une faillite devenue inévitable. Le P.-D.G. d'Enron a d'ailleurs déclaré: « Quand les compagnies seront trop endettées, nous limiterons l'énergie livrée à la Californie et l'État sera contraint d'aider ces sociétés. »

He! les libéraux, ça vous plaît cette histoire? Vous qui ne jurez que par les fonds de pension, qui ne rêvez que de dépecer la Sécu et les caisses de retraites, soyez bien persuadés d'une chose: c'est sans doute dans la rue qu'il faudra vous défendre.

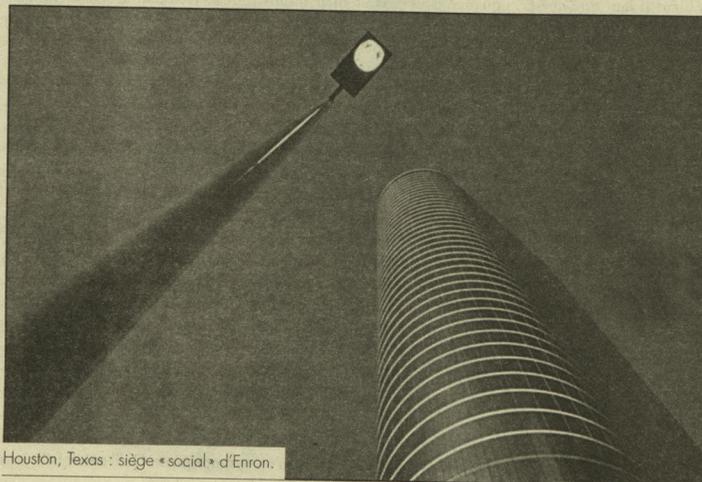
En conclusion, le libéralisme ça fonctionne et ça fonctionne bien. Raison supplémentaire pour lutter contre cette merde. Cette bonne vieille société marchande aura raison de crever mais la tâche est rude. C'est bien l'enjeu d'un mytique cinquième tour social.

Jipé

LE CAPITALISME a au moins une qualité: il est inventif. Reconnaissons lui cette « vertu ». Nous n'avons pas fini de lutter contre cet ennemi qui génère des trésors d'imagination et de perversité. Et pour cause, il détient deux leviers majeurs sur lesquels il assoit sa puissance: le pouvoir et l'argent. Indissociablement liés, ce sont ces deux caractéristiques qui font que tout est permis à celui de les posséder et surtout de savoir s'en servir.

Le désormais fameux courtier en électricité Enron en est un symbole. Le libéralisme étatsunien a laissé prospérer cette compagnie sur la Côte ouest, et tout le petit monde anti-mondialisation n'a cessé de gloser sur les multiples et gigantesques pannes subies par les populations et les sociétés californiennes. Eh oui, la course au profit, ça veut dire laisser de côté, entre autres, la sécurité, le service public, autant d'insanités qui ne peuvent à aucun moment cohabiter avec les rapports des conseils d'administration ou dans les pourcentages des jetons de présence.

Savent rien foutre ces privés, c'est bien connu, et la Silicon Valley plongée dans le noir, ça a quand même une sacrée gueule. Rien que pour ça... Mais cruelle erreur. Nous n'étions même pas à imaginer le cynisme des dirigeants d'Enron. Ces incidents d'alimentation en énergie furent en fait organisés méthodiquement par Enron elle-même. C'est *Libération* (du 21 mai dernier) qui sort ce scoop. Les techniciens ont organisé la pénu-



Houston, Texas: siège « social » d'Enron.

Il y avait quinze. Quinze représentants du mouvement ouvrier universel, quinze pour délivrer l'acte de naissance officiel de l'anarchisme prolétarien. Alerini, Farga-Pellicer, Marselau et Morago délégués de la Fédération espagnole; Costa, Cafiero, Bakounine, Malatesta, Nabruzzi, Fanelli délégués de la Fédération italienne; Pindy et Camet, représentaient plusieurs sections de France; Lefrançais, pour les sections 3 et 22 d'Amérique; Guillaume et Schwitzguébel pour la Fédération jurassienne. Le Congrès de La Haye, qui vit l'exclusion programmée de Bakounine et de Guillaume de l'Internationale, venait d'avoir lieu.

Le Congrès de Saint-Imier (15 et 16 septembre 1872) Acte de naissance du mouvement ouvrier libertaire

Congrès calamiteux, congrès de guerre féroce entre fraction autoritaire et fraction libertaire. Les Italiens avaient refusé de s'y rendre, les autres étaient partis pour en découdre. On avait prévu - et on avait

bien fait - une défaite possible, c'est pourquoi un Congrès des sections anti-autoritaires avait été, dès avant, prévu à Saint-Imier. Ce Congrès adopta à l'unanimité cinq résolutions. Les troisième et quatrième jettent les bases idéologiques sur lesquelles s'est édifié l'anarchisme ouvrier, bases sur lesquelles il repose encore. L'œuvre de construction se poursuivra l'année suivante à Genève par les délégués d'Angleterre, de Belgique, d'Espagne, de France, de Hollande, d'Italie et de Suisse romande, et où seront révisés les statuts généraux de l'AIT. Nous ne reproduisons pas la dernière motion, d'une portée plus limitée.

Première résolution

Attitude des fédérations réunies en congrès à Saint-Imier, en présence des résolutions du congrès de La Haye et du Conseil général.

Considérant que l'autonomie et l'indépendance des fédérations et sections ouvrières sont la première condition de l'émancipation des travailleurs;

Que tout pouvoir législatif et réglementaire accordé aux congrès serait une négation flagrante de cette autonomie et de cette liberté;

Le Congrès dénie en principe le droit législatif de tous les congrès soit généraux soit régionaux, ne leur reconnaissant d'autre mission que celle de mettre en présence les aspirations, besoins et idées du prolétariat des différentes localités ou pays, afin que leur harmonisation et leur unification s'y opèrent autant que possible; mais dans aucun cas la majorité d'un congrès quelconque ne pourra imposer ses résolutions à la minorité.

Considérant, d'autre part, que l'institution d'un conseil général dans l'Internationale est, par sa nature même, et fatalement, poussée à devenir une violation permanente de cette liberté qui doit être la base fondamentale de notre grande Association;

Considérant que les actes du Conseil général de Londres qui vient d'être dissous, pendant ces trois dernières années, sont la preuve vivante du vice inhérent à cette institution;

Que, pour augmenter sa puissance d'abord très minime, il a eu recours aux intrigues, aux mensonges, aux calomnies les plus infâmes pour tenter de salir tous ceux qui ont osé le combattre;

Que, pour arriver à l'accomplissement final de ses vues, il a préparé de longue main le Congrès de La Haye, dont la majorité, artificiellement organisée, n'a évidemment eu d'autre but que de faire triompher dans l'Internationale la domination d'un parti autoritaire, et que, pour atteindre ce but, elle n'a pas craint de fouler aux pieds toute décence et toute justice;

Qu'un tel Congrès ne peut pas être l'expression du prolétariat des pays qui s'y sont fait représenter;

Le Congrès des délégués des

fédérations espagnole, italienne, jurassienne, américaine et française, réuni à Saint-Imier, déclare repousser absolument toutes les résolutions du Congrès de La Haye, ne reconnaissant en aucune façon les pouvoirs du nouveau Conseil général nommé par lui; et, pour sauvegarder leurs fédérations respectives contre les prétentions gouvernementales de ce Conseil général, aussi bien que pour sauver et fortifier davantage l'unité de l'Internationale, les délégués ont jeté les bases d'un projet de pacte de solidarité entre ces fédérations.

Deuxième résolution

Pacte d'amitié, de solidarité et de défense mutuelle entre les fédérations libres

Considérant que la grande unité de l'Internationale est fondée non sur l'organisation artificielle et toujours malfaisante d'un pouvoir centralisateur quelconque, mais sur l'identité réelle des intérêts et des aspirations du prolétariat de tous les pays, d'un côté, et de l'autre sur la fédération spontanée et absolument libre des fédérations et des sections libres de tous les pays;

Considérant qu'au sein de l'Internationale il y a une tendance, ouvertement manifestée au Congrès de La Haye par le parti autoritaire qui est celui du communisme allemand, à substituer sa domination et le pouvoir de ses chefs au libre développement et à cette organisation spontanée et libre du prolétariat;

Considérant que la majorité du Congrès de La Haye a cyniquement sacrifié, aux vues ambitieuses de ce parti et de ses chefs, tous les principes de l'Internationale, et que le nouveau Conseil général nommé par elle, et investi de pouvoirs encore plus grands que ceux qu'il avait voulu s'arroger au moyen de la Conférence de Londres, menace de détruire cette unité de l'Internationale par ses attentats contre sa liberté;

Les délégués des fédérations et sections espagnoles, italiennes, jurassiennes, françaises et américaines réunis à ce Congrès ont conclu, au nom de ces fédérations et sections, et sauf leur acceptation et confirmation définitives, le pacte d'amitié, de solidarité et de défense mutuelle suivant:

1° Les fédérations et sections espagnoles, italiennes, françaises, jurassiennes, américaines, et toutes celles qui voudront adhérer à ce pacte, auront entre elles des communications et une correspondance régulière et directe tout à fait indépendantes d'un contrôle gouvernemental quelconque;

2° Lorsqu'une de ces fédérations ou sections se trouvera attaquée dans sa liberté, soit par la majorité d'un Congrès général, soit par le gouvernement ou Conseil général créé par cette majorité, toutes les autres fédérations et sections se proclameront absolument solidaires avec elle.

Ils proclament hautement que la conclusion de ce pacte a pour but principal le salut de cette grande unité de l'Internationale, que l'ambition du parti autoritaire a mise en danger.

Troisième résolution

Nature de l'action politique du prolétariat.

Considérant:

Que vouloir imposer au prolétariat une ligne de conduite ou un programme politique uniforme, comme la voie unique qui puisse le conduire à son émancipation sociale, est une prétention aussi absurde que réactionnaire;

Que nul n'a le droit de priver les fédérations et sections autonomes du droit incontestable de déterminer elles-mêmes et suivre la ligne de conduite politique qu'elles croient la meilleure, et que toute tentative semblable nous conduirait fatalement au plus révoltant dogmatisme;

Que les aspirations du prolétariat ne peuvent avoir d'autre objet que l'établissement d'une organisation et d'une fédération économiques absolument libres, fondées sur le travail et l'égalité de tous et absolument indépendantes du tout gouvernement politique, et que cette organisation et cette fédération ne peuvent être que le résultat de l'action spontanée du prolétariat lui-même, des corps de métier et des communes autonomes;

Considérant que toute organisation politique ne peut rien être que l'organisation de la domination au profit d'une classe et au détriment des masses, et que le prolé-

riat, s'il voulait s'emparer du pouvoir, deviendrait lui-même une classe dominante et exploitante;

Le Congrès réuni à Saint-Imier déclare:

1° Que la destruction de tout pouvoir politique est le premier devoir du prolétariat;

2° Que toute organisation d'un pouvoir politique soi-disant provisoire et révolutionnaire pour amener cette destruction ne peut être qu'une tromperie de plus et serait aussi dangereuse pour le prolétariat que tous les gouvernements existants aujourd'hui;

3° Que, repoussant tout compromis pour arriver à l'accomplissement de la Révolution sociale, les prolétaires de tous les pays doivent établir, en dehors de toute politique bourgeoise, la solidarité de l'action révolutionnaire.

Quatrième résolution

Organisation de la résistance du travail - statistique.

La liberté et le travail sont la base de la morale, de la force, de la vie et de la richesse de l'avenir. Mais le travail, s'il n'est pas librement organisé, devient oppressif et improductif pour le travailleur; et c'est pour cela que l'organisation du travail est la condition indispensable de la véritable et complète émancipation de l'ouvrier.

Cependant le travail ne peut s'exercer librement sans la possession des matières premières et de tout le capital social, et ne peut s'organiser si l'ouvrier, s'émancipant de la tyrannie politique et économique, ne conquiert pas le droit de se développer complètement dans toutes ses facultés. Tout État, c'est-à-dire tout gouvernement et toute administration des masses populaires, de haut en bas, étant nécessairement fondé sur la bureaucratie, sur les armées, sur l'espionnage, sur le clergé, ne pourra jamais établir la société organisée sur le travail et sur la justice, puisque par la nature même de son organisme il est poussé fatalement à opprimer celui-là et à nier celle-ci.

Suivant nous, l'ouvrier ne pourra jamais s'émanciper de l'oppression séculaire, si à ce corps absorbant et démoralisateur il ne substitue la libre fédération de tous les groupes producteurs fondée sur la solidarité et sur l'égalité.

En effet, en plusieurs endroits déjà on a tenté d'organiser le travail pour améliorer la condition du prolétariat, mais la moindre amélioration a bientôt été absorbée par la classe privilégiée qui tente continuellement, sans frein et sans limite, d'exploiter la classe ouvrière. Cependant l'avantage de cette organisation est tel que, même dans l'état actuel des choses, on ne saurait y renoncer. Elle fait fraterniser toujours davantage le prolétariat dans la communauté des intérêts, elle l'exerce à la vie collective, elle le prépare pour la lutte suprême. Bien plus, l'organisation libre et spontanée du travail étant celle qui doit se substituer à l'organisme privilégié et autoritaire de l'État politique sera, une fois établie, la garantie permanente du maintien de l'organisme économique contre l'organisme politique.

Par conséquent, laissant à la pratique de la Révolution sociale les détails de l'organisation positive, nous entendons organiser et solidariser la résistance sur une large échelle. La grève est pour nous un moyen précieux de lutte, mais nous ne nous faisons aucune illusion sur ses résultats économiques. Nous l'acceptons comme un produit de l'antagonisme entre le travail et le capital, ayant nécessairement pour conséquence de rendre les ouvriers de plus en plus conscients de l'abîme qui existe entre la bourgeoisie et le prolétariat, de fortifier l'organisation des travailleurs, et de préparer, par le fait de simples luttes économiques, le prolétariat à la grande lutte révolutionnaire et définitive qui, détruisant tout privilège et toute distinction de classe, donnera à l'ouvrier le droit de jouir du produit intégral de son travail, et par là les moyens de développer dans la collectivité toute sa force intellectuelle, matérielle et morale.

La Commission propose au Congrès de nommer une commission qui devra présenter au prochain congrès un projet d'organisation universelle de la résistance, et des tableaux complets de la statistique du travail dans lesquels cette lutte puisera de la lumière. Elle recommande l'organisation espagnole comme la meilleure jusqu'à ce jour.

À ne pas lire !

Le prêche divin de Régis Debray

RÉGIS DEBRAY, ancien volontaire pour devenir compagnon de Che Guevara, devenu conseiller de Mitterrand, est bien rentré dans l'ordre, et même dans les ordres. Son dernier ouvrage (*Dieu, un itinéraire*, éditions Odile Jacob, nov. 2001, 397 p., 27 euros), est luxueusement présenté et illustré. Mais quelle dégringolade philosophique ! Dès la deuxième page de texte, on est en plein déisme et le plus solennel et cérémoniel ! Certes, le titre de l'ouvrage suit la révélation, mais on pouvait penser que la majuscule, pour ce dieu au singulier, s'imposait comme initiale... Non, d'un bout à l'autre du livre, cette capitale est là, pour le dieu de ce monsieur, à chaque phrase, pour chaque adjectif, pronom et autre mot le représentant, le qualifiant. On est d'emblée dans le pire monothéisme, celui affirmé une fois pour toute comme évident. Pire que dans les bibles et catéchismes. Le style est volontairement pittoresque, et les concepts les plus inattendus se bousculent dans l'énoncé d'un exposé sinuant entre histoire critique, citations lapidaires, commentaires ironiques, réflexions sentencieuses et affirmations définitives. Mais ce jeu permanent n'est que pirouettes autour de l'idée centrale de ce dieu, au nom écrit en capitales, une fois pour toutes, en hébreu, grec, latin, français et anglais (p. 16), mais pas en arabe... Car, si universelle qu'il voit sa présence, elle compte moins dans les « gourbis ». « Allah akbar, aujourd'hui, c'est le gourbi qui se rappelle aux grattes-ciel, les détenteurs de droits de pâture aux détenteurs de stock options. » (p. 59).

Debray part de la pluralité initiale des dieux ethniques et des cités juives (p. 52, p. 122), qui survit dans le pluriel du mot hébreu *Elohim*, appliqué ensuite au seul dieu survivant. Comme il évoque rapidement le premier dieu unique, Aton le soleil, celui du pharaon Aménophis IV, dit Akhenaton, (p. 60) en qui Freud voyait le modèle de Moïse, et en qui Debray déplore l'instigateur d'une simple « monolâtrie ». Pour, à chaque page, encenser cette abominable invention du monothéisme judéo-chrétien, porteur de cette figure omniprésente dominant l'univers, l'humanité et chaque individu. Cette gigantesque, despotique et étouffante image du père, dont Debray ne cite qu'en quelques lignes la réfutation par Freud (*L'Avenir d'une illusion*, p. 376). Car Debray se complait dans l'adulation implicite, totale, incontestable, admise d'emblée une fois pour toutes, de cette création singulière d'un dieu unique et souverain, née dans l'Orient méditerranéen et inconnue du reste du monde.

Le monothéisme, pire invention de l'histoire de la pensée

Ailleurs, dans toutes les civilisations, premières, antiques, orientales, du Sud ou d'ailleurs, l'imagination des peuples a logé dans les espaces échappant à la connaissance, aux sciences, à l'explication factuelle, logique ou rationnelle, toutes sortes de créatures fictives adorées ou craintes : esprits, âmes des ancêtres, fantômes, démons, anges, héros, dieux, déesses qui donneraient un sens à ce qui, à priori, n'en a pas ou pas encore. Puis ces constructions s'ordonnent dans des religions plus ou moins codifiées, fétichistes, totémiques, animistes, polythéistes, etc., où chaque individu peut trouver des causes, des appuis, des consolations pour ses doutes, peines, espérances, sous l'égide et par l'intermédiaire des divers sorciers, magiciens, chamans, prêtres, qui profitent de ces croyances pour assoier un certain pouvoir social. Qu'ils partageront avec les tenants de la force armée et de l'empire politique. Dans le monde entier, les religions, établies sur les systèmes de croyances qui comblent les vides provisoires ou durables entre les connaissances, sont censées permettre de deviner l'avenir comme le mystérieux, l'inconnu, l'au-delà. Comme de rassurer chacun sur ses incertitudes et consolider chaque groupe par un lien culturel et rituel commun qui affirme son existence. Et partout sont apparues ces figures imaginaires auxquelles on peut s'adresser, en nombre très variable, incertain ou fixé suivant les traditions. De 33 à 33 000 dans l'hindouisme, jusqu'à des dizaines ou centaines dans les polythéismes antiques, de la Grèce à la Chine. Y compris les religions athées, comme le bouddhisme originel, aspirant au nirvana, mais dont les dérives ont multiplié les figures d'intercesseurs, des lamas tibétains aux divinités du Grand Véhicule. L'avantage de cette multiplicité est que chacun peut choisir de s'adres-

ser aux uns ou aux autres parmi ces personnages placés dans les cieux, le sous-sol, les montagnes... L'hindou ne peut révéler toutes les figures divines, et chaque individu, caste ou communauté fait son choix, en laissant les autres préférer d'autres formes, lieux, cérémoniels, dates, etc. Si certaines figures, terribles et vengeresses, sont à calmer, d'autres réconfortent, attendrissent



et portent secours. Et entre les débats, différends, compétitions, rivalités séparant dieux et déesses, les hommes croient pouvoir jouer leur chance, surtout quand ces divinités viennent sur terre s'ébattre avec hommes et femmes. Telles sont les religions qui ont couvert la planète de l'Asie à l'Afrique, à l'Amérique précoloniale et à l'Europe antique. Chacune à sa façon en vivant à l'écart des autres et parfois leur empruntant quelques inventions séduisantes.

Contre-vérités de l'auteur et erreurs de l'historien

Jusqu'à la création de ce dieu unique et tout-puissant dictant par Abraham et Moïse sa conduite au « peuple élu » pour l'amener à conquérir sa « Terre promise » par toutes sortes de génocides plus saints les uns que les autres – holo-

caustes et anathèmes – et en éliminer les Cananéens autochtones. Religion d'un dieu terroriste et jaloux, mais à qui, au moins, toutes les autres nations du monde devaient rester étrangères, « infidèles ». Mais cela seulement jusqu'à l'apparition de la dissidence chrétienne, qui hérite du même dieu, mais prétend en étendre le culte aux autres nations, grâce aux « apôtres des gentils » qui vont prêcher les ethnies non juives. D'où dériveront les pires excès de ce monothéisme annonciateur du totalitarisme : l'Église hiérarchisée et dogmatique, prêchant la croisade, gouvernant par l'Inquisition et propageant les guerres de religion. Ce que Debray impute fausement à une nécessité défensive. « Quand la chrétienté elle-même s'est sentie insécure, elle a bâti l'Inquisition en "rempart de la foi", inventé les croisades et les pogroms. » (p. 76) Car les croisades sont apparues plusieurs siècles après que l'Europe eut été menacée par la conquête arabe, dont le Jihad n'avait pas du tout été le moteur. Car l'Inquisition est partie de la croisade contre les Albigeois et de l'expulsion des musulmans et juifs d'Espagne. Car les pogroms n'avaient rien à voir avec une menace contre l'empire des tsars.

Non, le christianisme, et sous sa pire forme, le catholicisme, après le judaïsme et, dans une bien moindre mesure, l'Islam, qui a toléré pendant des siècles des minorités religieuses d'Égypte du Liban et d'ailleurs, a bien été la seule religion à prôner la « guerre sainte », et pendant des siècles. Et, ensuite, à instaurer la guerre entre chrétiens pour essayer de ramener à Rome les protestants qui s'en écartaient. Aucune autre religion dans le monde n'a commis tant de crimes, n'a prétendu gouverner avec tant de violences contre les peuples et les individus en voulant diriger leur esprit, instaurer une pensée unique et convertir le monde entier. Tout cela au nom d'un dieu dit de charité et d'amour, mais qui bénissait toute guerre, toute conquête, toute éradication des autres pensées. Et, maintenant que cette reli-

gion a été contrainte d'accepter la tolérance, la liberté de conscience, la laïcité de l'État et la diversité des peuples, elle voudrait nous faire croire que c'est l'Islam qui menace l'humanité.

Les petits doutes de Debray sont une vaste farce

Debray, quand on arrive à le lire entre les lignes, admet quand même que le christianisme repose sur une totale imposture historique, que l'existence de Jésus n'a eu aucun témoin, et que ses prétendues paroles sont une invention tardive ayant totalement échappé aux contemporains qui n'en ont jamais parlé. « Aucun de ses disciples n'a écrit sur Jésus de son vivant. » (p. 157). « Les évangélistes sont trop acquis à la cause, trop partie prenante au procès en divination de leur maître, pour être entendus comme témoins, au sens judiciaire du terme. » (p. 165). Plus tard, encore, les rares échos latins sont vagues et limités. « Deux lignes de Suétone, dix de Tacite, une page de Pline, sa lettre à Trajan, plus circonspecte. » (p. 165). Quant au seul témoignage d'un historien juif, Flavius Josèphe, Debray reconnaît bien que ce ne sont que des allusions à Jésus qui passent pour être des « interpolations douteuses » (p. 165).

C'est bien la tradition postérieure qui a créé la doctrine. « Elle habille un credo en constat, car s'il n'y avait pas eu la désinence en *isme*, la racine n'existerait pas. L'après a fait l'avant. » (p. 162). Ce qui signifie que le christianisme a créé le Christ, ou, exactement que : « C'est le mouvement chrétien qui a inventé le Christ et non l'inverse. » (p. 163). Ensuite, viendront les dogmes comme la Trinité : « trois têtes pour un seul dieu » (p. 290), les symboles, comme la croix, au IV^e siècle, le crucifix, au Moyen Âge (p. 157), etc. Mais, évidemment, Régis Debray ne vise nullement à se mettre en position de dénoncer cette énorme farce mythologique. Il la juge en esthète comme une aventure poétique. Pour ceux que la réalité intéresse, il conviendrait de revenir aux ouvrages qui ont tenté de faire le tour de la question, comme ceux de Loisy, Guignebert et Couchoud, et après tant d'autres, celui de Georges Ory, *Le Christ et Jésus* (éditions du Pavillon, 1968). Mais cela ne semble importer à Debray. En avant-dernière page, il cite l'apôtre Paul s'adressant aux Athéniens pour leur dire qu'il avait vu chez eux un autel consacré « à un Dieu inconnu ». Ce qu'Érasme, dans son *Éloge de la folie*, avait dénoncé comme un mensonge puisque l'autel était destiné « aux dieux inconnus ». Toujours le même monopole totalitaire.

Roland Breton

Jules Grandjouan un géant de l'art graphique



Autoportrait de Jules Grandjouan

PLUS qu'un artiste engagé, Jules Grandjouan fut, à l'apogée de sa période créative, un militant anarchiste, acteur du syndicalisme d'action directe. En dix ans, de 1901 à 1911, il donna quelque mille dessins au journal *L'Assiette au beurre* et collabora à des publications telles que *la Voix du peuple*, *les Temps nouveaux*, *le Libertaire* et *la Guerre sociale*. Une belle exposition et un remarquable livre-catalogue rendent hommage à ce dessinateur révolutionnaire qui fut aussi le créateur, à tout le moins un précurseur, de l'affiche politique illustrée en France.

ciplinaires (*Biribi*) : ses affiches et dessins ne cherchent certainement pas à plaire ou à séduire mais à convaincre. À dénoncer. Ou, mieux, à susciter un malaise, un sentiment de révolte incitant le passant ou le lecteur à renverser l'ordre établi.

Antimilitariste, antipatriote, anticlérical (*Ecce homo*), anticolonialiste (un dessin au titre de *l'Algérie aux Algériens* parut dès 1903 dans *L'Assiette au beurre*), Jules Grandjouan fut, au début du XX^e siècle, résolument anarchiste. Bien plus qu'à l'indignation, c'est à l'action qu'invitaient alors nombre de ses créations : *la Grève*, dessin paru en couverture de *L'Assiette au beurre* en mai 1905, l'affiche *la Révolution*, de 1906, par exemple, mettent en scène des foules en mouvement, déterminées, montant à l'assaut du vieux monde. Il en est de même du dessin illustrant *L'A.B.C. syndicaliste*, une brochure de Georges Yvetot : la force des ouvriers rassemblés bouscule tout sur leur passage et abat le capital (symbolisé par un coffre-fort auquel s'accrochent, paniqués, bourgeois et politiciens en haut-de-forme). Capitalistes, militaires, magistrats et curés, ces piliers de la société, sont à l'envi ridiculisés, sinon diabolisés en animaux emblématiques : pieuvres, vautours, corbeaux.

Dessinateur et peintre plus que caricaturiste, Grandjouan sut utiliser tous les moyens à sa disposition pour toucher un large public. Usant des nouveaux supports qu'étaient les journaux illustrés, détournant les affiches de leur fonction publicitaire initiale, il affirma les convictions révolutionnaires sur le registre de l'émotion populaire. Frappant juste et fort, il inventa un vocabulaire en images, fut le précurseur d'un nouveau langage politique et social : pendant des années, ce fut l'illustrateur le plus en vue des organisations syndicales de la jeune CGT et quasiment leur affichiste exclusif.

Après Chaumont (et son musée de l'affiche) et avant Nantes (sa ville natale), c'est à Paris, à l'Hôtel national des Invalides, que se tient une exposition de nombre de ses dessins, affiches, croquis et projets. Aux Invalides? Oui, tout près du tombeau de Napoléon et du musée de l'Armée, mais dans les salles du Musée d'histoire contemporaine, département iconographique de la Bibliothèque de documentation internationale contemporaine (BDIC), qui, entre Nanterre et Paris, conserve trois millions de documents, de 1870 à nos jours. Une exposition à voir, assurément, malgré – ou à cause de –

L'ouvrage Jules Grandjouan, créateur de l'affiche politique illustrée en France, a été réalisé sous la direction de Fabienne Dumont, Marie-Hélène Jonzeau et Joël Moris. Publié par les éditions Somogy, avec la participation des villes de Chaumont et de Nantes, de la DRAC et du conseil régional de Champagne-Ardenne, ce livre-catalogue est donc disponible au prix inhabituel de 30 euros (25 euros à Publico). Après Chaumont, l'an dernier, et avant Nantes, en 2003, l'exposition est présentée, jusqu'au 15 juin 2002 au Musée d'histoire contemporaine-BDIC. Une fois les grilles de l'Hôtel national des Invalides franchies, pénétrer dans la cour d'honneur, puis prendre à gauche (M^o Varenne ou La Tour-Maubourg). Du mardi au samedi, de 10 h à 18 h; le dimanche, de 13 h à 18 h. De 3 à 5 euros.

ce douteux voisinage. Ce n'est pas, à vrai dire, une première pour le Musée d'histoire contemporaine, qui a souvent abrité des expositions remarquées : sur l'immigration comme sur Mai 68, la propagande sous Vichy comme la guerre d'Algérie, les images coloniales comme l'affaire Dreyfus.

« Honte à celui qui ne se révolte pas ! »

Viscéralement anarchiste, syndicaliste révolutionnaire avant 1914, Grandjouan s'égara, comme tant d'autres, après 1918, dans les rangs des zélés du bolchevisme. La qualité de sa production graphique s'en ressentit, son trait s'affaiblit. L'artiste qui n'hésitait pas, autrefois, à partager la vie des humbles pour réaliser ses reportages, le militant qui fut délégué à un congrès de la CGT (Marseille, 1908), l'homme qui, condamné par trois fois, préféra l'exil à la prison, mit un temps son art au service d'une cause aux accents messianiques. Avant d'être écarté pour une raison des plus honorables : avoir pris position, aux côtés de l'écrivain Panaït Istrati, en faveur d'un artiste dissident. Lui qui, avant 1914, se montrait féroce envers les partis dits « éteignoirs », qu'il considérait comme des « éteignoirs de la révolte », lui qui avait été l'auteur d'un *Ne vote plus, prépare la révolte*, une affiche du Comité révolutionnaire antiparlementaire dont il était président, secrétaire et trésorier, en arriva même à se présenter, par deux fois, sans succès aucun, aux élections législatives. Singulier parcours...

Parcours singulier mais, au fond, peu surprenant, à la lecture du livre-catalogue accompagnant l'exposition : l'adhésion au communisme dans les années 20 n'est pas compréhensible à qui ne prend pas la mesure du traumatisme provoqué par la Grande Guerre. Rassemblant quelque trois cents illustrations (dont des dessins de ses collègues Steinlen, Jossot et Delannoy) et plusieurs articles d'historiens et de spécialistes du dessin de presse, cet ouvrage est précieux. Les contributions de Fabienne Dumont, Bernard Tillier, Michel Dixmier et Jean-Louis Bodinier, en particulier, permettent de comprendre le contexte, les mutations et les constantes, bref l'évolution de celui qui marqua si profondément la création graphique. L'article de Joëlle Beurrier, portant sur la

période 1914-1918, éclaire d'un jour nouveau les thèmes du bourrage de crâne et de l'union sacrée : avec nuance et subtilité, loin des tenants de la thèse à la mode du « consentement » au carnage, il révèle comment Grandjouan fut, en définitive, un « résistant » à la guerre et à sa culture.

Malgré une préface d'un ancien historien devenu chroniqueur au *Nouvel Observateur*, malgré, aussi, de brefs entretiens (petits-enfants, dessinateurs actuels) dont on saisit peu l'intérêt scientifique ou artistique, *Jules Grandjouan, créateur de l'affiche politique illustrée en France* est un beau livre d'histoire à l'iconographie remarquable. Une pièce rare, consacrée à un homme dont l'atelier parisien était orné d'une fresque monumentale portant cette devise : « Honte à celui qui ne se révolte pas devant l'injustice sociale ».

Michel Auvray

Livre disponible à Publico : 25 euros



Antimilitaristes, dessin de Jules Grandjouan, paru dans *L'Assiette au beurre*, 1907

À l'heure où les panneaux d'affichage électoraux alignent, sur le mode publicitaire, les portraits voulus rassurants des candidats à l'exercice du pouvoir, l'indigence de leurs slogans ou la logorrhée de leurs déclamations, la redécouverte de la force, de la violence même de l'art graphique du Grandjouan anarchiste apporte une salutaire bouffée d'oxygène.

La révolution s'affiche aux Invalides

Grandjouan fut en prise avec son époque, une époque que d'aucuns crurent opportun de qualifier, au sortir des horreurs de la Grande Guerre il est vrai, de « belle ». Violence des conditions de travail (« Courrières », ou la recherche du profit provoquant le massacre de mineurs), violence des affrontements sociaux (la terrible charge de cavalerie représentée dans son « Villeneuve-Saint-Georges »), violence du dressage militaire (« Conseil de révision ») et des bataillons dis-



Couverture de *A.B.C. syndicaliste*, 1908

En vrac

LES CRIS de colère et de révolte résonnent dans le Vaucluse et particulièrement au fil de ce neuvième numéro de Traits noirs, « zine de noire expression » édité par « un groupe inorganisé, fluctuant numériquement et géographiquement autour d'Avignon, composé de farouches nomades et de furieux sédentaires... ». Là-bas aussi, la mascarade électorale, le sursaut républicain et son antifascisme de circonstance ne font pas oublier la dure réalité sécuritaire locale, ni un lent nettoyage du centre ville d'Avignon qui semble nourrir quelques fumeux projets mégalo-bourgeois. Y'a pas que le ciel, le soleil et la mer dans le Sud, non mais! Prix libre à Traits noirs, c/o les Chemins non tracés, BP 421, 84071 Avignon cedex 04, e-mail:

trait-noir@caramail.com.

On reste dans le noir avec Gato Negro, dont le onzième numéro est toujours un savoureux mélange de textes personnels (dont celui de Ludvine, superbe, qui parle de sa misère morale, entre la caisse de l'hypermarché qui l'emploie et les consommateurs et consommatrices dociles et apathiques), d'interviews (le collectif anticapitaliste Le Trou dans le mur, l'association féminine organisatrice de concerts Konchitas Prods, etc.), de chroniques, d'infos et de bonnes adresses. C'est vif, inventif, souvent drôle, toujours enrichissant, et parfois émouvant. A trouver à prix libre (il faut les soutenir!) à Gato Negro, c/o Cap Berriat, 15, rue Georges-Jacquet, 38100 Grenoble. N'hésitez pas à demander le catalogue des numéros précédents, tous disponibles!

La trame de l'underground vient tout juste de livrer sa nouvelle édition. Le Guide des activistes de la scène musicale, artistique et militante française continue son bonhomme de chemin. Aujourd'hui, c'est un bouquin de 150 pages au format de poche, ce qui en fait un véritable guide du milieu alternatif et contre-culturel français. A trimballer partout!

Léger, donc pratique, mais riche de plus de six cents activités diverses et variées, présentées par les activistes eux-mêmes: fanzines, VPC, émissions de radio, labels, éditeurs, assocés militantes, espaces autogérés, etc. Le tout classé par régions et par types d'activité. Pour voir de plus près qui s'agite dans l'ombre, à commander chez le Rebouteux: 7, avenue Gambetta, 75020 Paris (chèque à l'ordre du Rebouteux), 4 euros, port compris.

Forum libertaire de l'Est parisien

(voir programme page 2)

COMMENT en est-on arrivé là? Comment souhaiter la fin de ce qui fut l'une des plus généreuses et des plus radicales idées du socialisme du XIX^e siècle: celle de l'internationalisme? « L'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes », affirmaient les militants « libertaires » de l'AIT (Association internationale des travailleurs) de 1864 et cette émancipation devait se faire contre les États-nations, leurs appareils politiques et leurs frontières, contre le capital et dans la solidarité entre les peuples. Certes, depuis 1914, on connaissait la trahison de la II^e Internationale par les socialos, les meurtres stalinieniens de la III^e et les cafouillages trotskistes de la IV^e, mais de là à laisser la réalisation de cette utopie prometteuse aux grands maîtres du libéralisme,

À bas l'Internationale!

qui aurait pu l'imaginer? Et pourtant, nous en sommes là! Hormis quelques tentatives de maintenir ou de reconstruire la vieille AIT, d'animer quelques réseaux internationaux de collectifs militants, cette vieille idée émancipatrice est passée de mode chez les révolutionnaires et ce sont les Medef d'ici et d'ailleurs qui passent des accords transnationaux. Donc, à bas l'Internationale, puisque c'est celle du Capital et des mafias militaro-industrielles! Celle qui par OMC, FMI et autres ONU interposées impose la dictature des marchés et de la marchandise aux peuples du monde.

Peut-on accepter cela sans réagir? La devise des vieux internationaux demeure plus d'actualité que jamais. Comment comprendre et analyser les intentions de cette internationale new-look de la domination qui se construit avec efficacité? Quels sont ses projets, quelles sont ses menées, quels sont ses méfaits? Comment penser et construire l'Internationale libertaire dans ce contexte et à quelles conditions? Ce sera le thème d'un des débats de ce 8 juin après-midi à Montreuil. Alors, Vive l'Internationale, celle sans Dieu, ni césars, ni tribuns, celle de notre émancipation dans la liberté et la solidarité.

H. Lenoir
groupe Pierre-Besnard

Usiner, bosser, précariser, taffer, travailler...

RÉGULIÈREMENT, ces mots font « le trottoir » lors des élections présidentielles. Cette année, ils ont même été quelque peu éclipsés au profit du mot « insécurité ». Les mots liés au « travail » n'ont manifestement pas la même signification dans la bouche d'un candidat ouvrier que dans celle d'un candidat milliardaire, heureux héritier d'une grande fortune, d'un candidat châtelain, d'un candidat boursicotier ou d'un candidat actionnaire. Il y a même un candidat président qui a passé sa vie à se machiner de la glotte et des biscotos et confond activité de vipère et travail socialement utile. Ainsi, les malheureux travailleurs-électeurs qui se sont pris au piège des mots ont craqué plus d'une fois en entendant les candidats pérorer.

Aussi, pour voir un peu plus clair dans ce « capharnaüm », les libertaires de l'Est parisien vous invitent à débattre sur le « travail » tel qu'il se pratique aujourd'hui. Que savons-nous du comment ça se

passé dans les usines, dans les ateliers, dans les bureaux, dans les laboratoires, dans la restauration rapide, etc.? Qui fait quoi? Que savons-nous de l'importance du dernier ouvrier, de celui qui donne le dernier tour de tournevis, opère le dernier contrôle, pose la dernière pierre, confectionne et sert les repas, maintient les équipements, tient en état les lieux de vie? Comment devient-on chômeur ou travailleur précaire? Comment se prennent les décisions? Quels rapports s'établissent entre collègues, syndicats, direction, actionnaires, États?

Pour nous, l'essentiel serait qu'après avoir écouté les quelques mots de présentation des débats, chacun s'exprime et fasse part de ses expériences personnelles, pour que nous soyons un peu plus capables de connaître suffisamment de choses pour exercer notre pouvoir sur les choix qui se font hors de nous, pour savoir qui parle et d'où il parle. Quels sont les détenteurs des messages, pour ne pas nous laisser nous détourner de nos grands choix. Doit-on subir? Comment nous battre? Comment contrôler? Comment intervenir-on dans l'entreprise et dans la cité?

Antonio
CNT, Les Temps maudits



Autonomie du mouvement social et contre-pouvoirs

DE NOMBREUSES luttes sociales se trouvent engluées par des récupérations politiciennes. Il ne s'agit pas de nier le droit pour les militants de quelque parti que ce soit de participer aux mouvements au nom d'une pureté indéfinissable. Il est en revanche urgent de se pencher sur un paradoxe politique où les mouvements sociaux finissent par être liés à des interlocuteurs labellisés PS, Vers, PC, certes militants mais par ailleurs élus ou aspirants élus dans les institutions. Bien souvent, les représentants des partis apparaissent au final comme les seuls relais « naturels », incontournables. Les mouvements sociaux sont-ils irrémédiablement condamnés à ce type de représentation et d'instrumentalisation?

Les élus infléchissent souvent les actions car ils sont détenteurs « d'informations exclusives ». Ils tentent par ce pouvoir du savoir, de diriger

les mouvements, en particulier au sein des institutions, quitte à mener vers des impasses, qualifiées de compromis car ménageant leur rôle. Jouant de l'ambiguïté, ils sont prêts à quitter prestement leur casquette de militant du mouvement social, pour celle d'élus politique, détenteur d'un mandat du parti, mandat représentatif électoral dans son sens le plus conservateur (surtout ne pas laisser le peuple incapable de s'exprimer directement, en lui déniaient le contrôle ultime du mandat). Et la boucle est bouclée. Aux politiciens la tâche sérieuse et responsable, aux autres l'organisation et l'animation des collectifs.

Si les libertaires revendiquent les actions de rue pour construire un rapport de force, ils revendiquent aussi leur part de responsabilité dans l'aboutissement des luttes. Or, les mobilisations enthousiasmantes, parce qu'autogestionnaires, finissent trop fréquemment entre les mains des seuls politiciens, orphelines de leur propre dynamique, voix et autonomie. Il est urgent de réhabiliter, de réinventer le mandat politique impérial au sein des mouvements sociaux.

Si les représentants des partis ou autres élus participent à des collectifs de lutte, ils doivent répondre clairement de leur implication dans le mouvement (comme tout un chacun!) et mettre visiblement leur mandat au service, c'est-à-dire sous le contrôle, du mouvement. Arrêter de jouer un double jeu où chacun y perd son âme. Réhabiliter les pratiques citoyennes et la démocratie est à ce prix aujourd'hui. Sinon on en reste aux manœuvres politiciennes. Un riche débat s'impose.

Floréal

Alfred et Nada

À la petite semaine Police de proximité



NEUFS HEURES. Samedi matin. Vingt-tième arrondissement de Paris. Petit déjeuner ordinaire et somnolent. Ça y est, je la revois. Elle est revenue, jeune femme longiligne, maigre, le sac au dos, dans une mise correcte. Elle fouille comme à l'accoutumée les poubelles sous ma fenêtre, trottoir d'en face.

Ils vont venir, il est inutile que j'appelle, cela a dû être déjà fait, dès son arrivée, par de nombreux témoins d'une scène trop souvent répétée qui a fini par indigner des Français excédés.

Gloutonnement, compulsivement, avidement, elle ingère ce qu'elle peut trouver d'à peu près comestible dans nos boîtes à déchets collectives.

Les voici. De bleu vêtus, la taille impressionnante – on les voit encore davantage depuis quelque temps –, ils vont se présenter à elle, c'est sûr, et, amènes, offrir à cette femme démunie, avec délicatesse, les services de la société, nourriture, logement, travail peut-être.

Ils passent, indifférents, et se dirigent – il y a des priorités – vers un groupe de jeunes gens désœuvrés pour un contrôle d'identité. Ils fouillent les poches. Elle fouille les poubelles. L'un des adolescents se fait embarquer. Elle continue son petit déjeuner orduurier.

Je trouve un goût amer à mon bol de café, mais je me rassure : le vote Le Pen vient de reculer.